

La guerre au Kivu, la stratégie gagnante

par Tryphon Kin-kiey Mulumba

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1614 | LUNDI 15 JUILLET 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Sauvé par son destin



Il se couvre l'oreille, aux premiers coups de feu ; couché au sol, protégé par les membres des services secrets, un filet de sang qui coule sur son visage ; debout, poing levé à ses partisans, ses gardes du corps autour de lui, l'oreille droite en sang. Événement dramatique qui renforce encore plus sa popularité. DR



548632 898755

LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

La stratégie gagnante de la guerre au Kivu

Lorsque le 18 janvier 2001, ils font feu sur le président Laurent-Désiré Kabila, à Kinshasa, dans son bureau, à sa résidence, alors qu'il s'y trouvait en réunion avec un collaborateur, officiers et soldats rwandais au front, aux côtés des rebelles congolais du Rcd-Goma, était à Pepa, localité située à une centaine de kilomètres de Pweto, non loin du lac Tanganyika, à un jour de marche de la deuxième ville du pays ! À l'annonce du décès du président congolais, soldats rwandais et rebelles congolais se jettent mécaniquement en direction de Lubumbashi, à 500 kms de là, convaincus que l'affaire était désormais terminée, que la deuxième guerre mondiale africaine avait pris fin, que le Rwanda venait de gagner une seconde fois, une guerre au Congo !

Pourtant, peu après la nouvelle de la mort de Kabila annoncée, Paul Kagame reçoit l'ordre de la première puissance du monde de ne pas laisser ses troupes avancer vers la deuxième ville du Congo, d'arrêter les combats à Pepa et de voir venir les événements. L'ordre de Washington est si strict que pour s'assurer de son exécution sans faille par ses hommes, Paul Kagame fait atterrir dans la précipitation sur la localité congolaise, Pepa, dans l'heure qui suivait l'annonce de ce décès, le membre le plus puissant de son dernier carré, le général Faustin Kayumba Nyamwasa, l'un des fondateurs du FPR, le Front Patriotique Rwandais, aujourd'hui en exil, à l'époque chef d'état major de



Quand le Congo prendra conscience de sa puissance. DR.

l'armée rwandaise, APR, l'Armée Patriotique Rwandaise aujourd'hui RDF, Rwanda Defence Force.

Sur le front, trouble et incompréhension. Les mêmes questions dans toutes les bouches.

« Qu'est-ce qu'il s'est passé derrière nous, depuis ? Qu'est-ce qui a changé ? Pourquoi nous demande-t-il de ne plus avancer alors que le pouvoir est à portée de main ? Que nous veut-il ? »

L'assassinat de Laurent-Désiré Kabila a fait ouvrir des portes aux Occidentaux !

Dès son installation à la tête du pays, le nouvel homme, fils de Laurent-Désiré Kabila, choisi par les Occidentaux, prend littéralement un chemin autre que celui qu'avait emprunté son père. Il commence par béatifier le facilitateur du dialogue inter-congolais, l'ancien président du Botswana, Ketumile Joni Masire dit Quett Masire, invité dans la Capitale, reçu par le nouveau président quand Kabila père lui avait fait ériger un infranchissable mur.

Le dialogue s'ouvre le 15 octobre 2001 à Addis-Abeba, en Éthiopie. Il aboutit à Pretoria à l'Accord global et inclusif, signé le 2 avril 2003 à Sun City, en Afrique du Sud. L'accord donne lieu à un régime 1+4 inattendu, fait incorporer dans l'armée régulière des forces de toutes les rébellions, MLC, RCD-Goma, RCD-ML.

L'arrêt par Kagame des combats à Pepa

donne une indication claire sur les réalités du Rwanda. L'ordre d'arrêter les combats est venu des Occidentaux, signe de la dépendance existentielle du Rwanda vis-à-vis des Occidentaux.

Le Rwanda trop pauvre par son potentiel, son économie sinon son existence dépend étroitement de l'aide occidentale. La moitié de son budget est financée par l'aide extérieure. Il est dès lors difficile d'une injonction occidentale ne puisse être suivie sauf à accepter de faire courir au « pays des mille collines » le risque d'un retour à l'âge de la pierre, ce que ne peut se permettre Kagame dont l'ambition affichée par sa propagande ou sa communication, est de passer pour un pays modèle dans la gestion au point d'afficher des taux de croissance hors normes (plus de 8% en 2023), de se faire élire et réélire à la soviétique sans que cela n'émeuve personne en Occident dans un pays à majorité hutue. L'essentiel, explique-t-on, c'est la paix, l'ordre, la stabilité ! Disons-le. Face à Kigali, Corneille Nangaa Yobeluo est le nouveau Laurent-Désiré Kabila, le nouveau Ernest Wamba dia Wamba, le nouveau Dr Émile Ilunga Kalambo, le nouveau Adolphe Onusumba Yemba. Un Congolais de service, sans existence, à exploiter et à lâcher sans explication dès que l'ordre tombe !

Si le Congo fait

aujourd'hui face à d'énormes défis dans la conduite de la guerre que lui mène le Rwanda, le pays est connu comme celui qui infligea une cuisante défaite à la rébellion tutsie du FPR lors de sa première tentative de prendre le pouvoir à Kigali. Sous Mobutu, l'ex-Zaïre, avec le général Donatien Mahele Lieko Bokungu à la tête d'un contingent des FAZ contribua, le moins que l'on puisse dire, le 2 octobre 1990, soit dès le lendemain de l'entrée du FPR au Rwanda, en venant de l'Ouganda, à la mort dans les bananeraies, du chef historique du FPR-APR, Fred Gisa Rwigema, de son vrai nom Emmanuel Gisa.

DU MAUVAIS TEMPS À KIGALI.

Certes, des versions diverses circulent sur ce décès. Il n'empêche ! Cette mort de l'homme qui fut le garde du corps de Yoweri Kaguta Museveni lors de ses opérations militaires parties de la Tanzanie et qui est nommé vice-ministre de la Défense à Kampala, à la prise du pouvoir par Museveni, fut l'œuvre du contingent zaïrois dépêché par Mobutu auprès de l'armée de son ami, le président rwandais, le Hutu Juvenal Habyarimana.

Partant des réalités existentielles du Rwanda, le Congo d'aujourd'hui peut déployer une stratégie gagnante qui ferait plier cet « homme fort de Kigali ». Une stratégie d'anéantissement sinon d'affaiblissement de l'économie et donc des finances de ce pays. Le contexte international actuel s'y prête avec cette multiplication des mauvaises nouvelles.

Le hasard n'existe pas, dit-on. Il est évident que depuis peu, Kigali croule sous du mauvais temps. Il y a le gel par l'Union Européenne de 20 millions d'euros à

la RDF pour son intervention à Cabo Delgado, au Mozambique. « L'UE ne peut pas apporter une assistance financière (au Rwanda) qui sera aussitôt injectée dans le financement des violences dans le Nord-Kivu », déclare un diplomate européen. Cette contribution financière ne sera pas versée au Rwanda qui, au lieu de se concentrer sur le développement de son territoire, exporte et entretient la terreur sur le sol congolais. Jusqu'où ira l'UE qui paraît s'acheminer vers de nouvelles sanctions contre Kigali pour son soutien au M23 ? Autre mauvaise nouvelle, l'arrivée au 10, Downing Street du Labour qui a conduit le nouveau premier ministre britannique, après son raz de marée électoral, à annuler le contrat sur les migrants. Keir Starmer a confirmé la fin de la politique d'expulsion des migrants vers le Rwanda. Le 6 juillet, le chef du Labour a annoncé, lors de sa première conférence de presse à Downing Street, que la politique d'expulsion des demandeurs d'asile au Rwanda - « pays vanté mais non sûr pour les demandeurs d'asile », était « morte et enterrée ». Du coup, les sommes colossales que Kigali attendait de cet accord (432 millions d'euros comme coût de la procédure de demande d'asile au Rwanda, 140 millions d'euros supplémentaires si plus de 300 migrants étaient renvoyés au Rwanda, 151.000 livres prévues pour l'intégration de la personne renvoyée au cas où celle-ci resterait au Rwanda, etc.) partent en fumée quand la polémique enfle pour savoir s'il faut retourner ou pas les énormes sommes déjà perçues par Kigali.

Qu'attendre de Paris avec le changement de la politique étrangère française que va porter le futur gou-

vernement français et surtout de Washington qui ne met désormais aucune réserve dans son récit pour désigner nommément le Rwanda dans la guerre à l'Est du Congo ?

Le 5 décembre 2022, dans un appel téléphonique, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken a « dit clairement que tout soutien externe à des groupes armés non-étatiques en RDC doit cesser, y compris le soutien du Rwanda au M23 », en a rapporté officiellement le porte-parole du département d'État, Ned Price.

Le 5 février 2024, l'ambassade des États-Unis à Kinshasa diffuse un communiqué. « Nous avons fermement appelé tous les groupes armés non-étatiques, y compris le M23 sanctionné par les États-Unis, à cesser les hostilités et à déposer les armes (...). Nous appelons de nouveau le Rwanda à cesser de soutenir le M23 et à immédiatement retirer les Forces armées rwandaises du territoire congolais, étant donné que leur appui à ce groupe armé n'a servi qu'à déstabiliser davantage l'est de la RDC ».

Puis : Les États-Unis soulignent « depuis longtemps qu'il est primordial que tous les États respectent la souveraineté et l'intégrité territoriale de chacun », ajoutant que « toute affirmation contraire est fautive ». Et ce tweet d'Antony Blinken du 7 avril 2024, jour de la commémoration des 30 ans du génocide rwandais, qui en dit long sur le virage de la politique américaine : « Nous pleurons le deuil des milliers de Tutsis, de Hutus, de Twas et d'autres dont la vie a été perdue au cours de 100 jours de violence indicible ». Réaction affligée de Kagame : « Quand il s'agit du jour de la commémoration, qui est le 7 avril, auriez-vous la gentillesse de commémorer

avec nous et de vous arrêter là ? Il y a 365 jours dans une année. Donnez-nous ce 7 avril, commémorez avec nous et, ensuite, vous pourrez passer les 364 jours restant à nous blâmer pour tout ce que vous n'aimez pas chez nous ». À la question d'un journaliste, Kagame révèle qu'il croyait avoir conclu, il y a dix ans, un accord avec les autorités américaines pour qu'elles ne critiquent pas l'anniversaire du génocide. Les choses ne sont donc plus désormais les mêmes ! Certes, Kagame est et reste sur papier un allié des États-Unis. Certes, Kagame a sur papier des relations amicales avec nombre de dirigeants occidentaux.

Reste que Kagame et son régime subissent désormais une pression qu'ils n'avaient jamais subie à ce jour suite à une implication militaire documentée dans les Kivu du puissant voisin économique, le Congo.

Entre le Rwanda et le Congo, le choix est clair. On le sait, « les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts ».

Quand les médias s'en mêlent avec le dossier planétaire « Rwanda Classified » qui a surpris Kigali, qui a activé ses réseaux étrangers avec une tribune riposte « « Rwanda Classified », une faille journalistique ? » Reste que l'enquête « Rwanda Classified », au cœur de l'engrenage répressif du régime de Paul Kagame » menée par un consortium de 17 médias de onze pays dans le monde, a fait mouche, a interpellé les consciences.

Que veut Kagame dont le pays n'a rien dans ses mains ? Quelles ambitions folles, démesurées nourrit-il ? Peut-il exister en continuant de tromper et de travailler pour d'autres ? Et, si face au Rwanda, le Congo avait besoin d'autres armes pour lever la mise ?

KKMTRY ■

Kagame sous pression inédite des Occidentaux

La Belgique a appelé jeudi 11 juillet le Rwanda à retirer ses troupes du Congo. Dans un communiqué, le Gouvernement belge condamne une nouvelle fois le «soutien actif du Rwanda au groupe armé M23 et à la plate-forme politico-militaire Alliance Fleuve Congo, via la présence massive des Forces de Défense rwandaises, RDF, sur le territoire congolais ainsi que le contrôle de facto des opérations militaires par les RDF». L'ancienne puissance coloniale dont la parole résonne au sein de la communauté internationale quand il s'agit des Grands lacs africains, « exhorte, d'une part, le Rwanda à mettre fin immédiatement à ses opérations militaires dans l'Est de la RDC, à y retirer ses troupes et son armement ; elle exhorte, d'autre part, le M23 à cesser les exactions contre les populations civiles ». Le royaume de Belgique s'est dit «extrêmement préoccupé» par la conclusion du énième rapport d'un Groupe d'experts des Nations unies sur le Congo transmis le 31 mai 2024 au Président de Sécurité des Nations Unies à New York.

Un document qui fait état d'un déploiement de près de 4.000 militaires rwandais sur le territoire congolais, un nombre largement supérieur à celui des rebelles du M23, des violations et atteintes aux droits humains et des violations du droit international humanitaire avec plus de 7 millions de déplacés internes. « Il est très inquiétant d'observer également un accroissement des activités économiques illégales, de même que du trafic et de



Le 16 janvier 2024, lors du Forum économique mondial à Davos, en Suisse, rencontre entre le secrétaire d'État américain Antony Blinken et le président rwandais Paul Kagame, AP.

l'exploitation illégale des ressources naturelles de la RDC. Les auteurs de tous ces crimes et violations doivent être poursuivis en justice », poursuit le communiqué belge.

Les États-Unis ont, de leur côté, déclaré «partager les préoccupations exprimées par le Groupe d'experts» et disent «soutenir la poursuite de l'enquête sur les auteurs de violations des droits de la personne et des atteintes à ces droits en RDC». Via le porte-parole du département d'État, Matthew Miller, qui a diffusé le 9 juillet un communiqué, les États-Unis ont demandé «instamment à tous les groupes armés de cesser les hostilités et de déposer les armes». «Nous appelons le Rwanda à cesser immédiatement de soutenir le M23 et à retirer de la RDC les troupes des FDR et les armes de pointe». Washington a aussi appelé « la RDC à mettre fin immédiatement à la collaboration d'éléments des forces armées congolaises FARDC avec les FDLR, laquelle s'exerce en violation des ordres des autorités militaires ». «Nous appelons le Rwanda et la RDC à mettre en œuvre leurs engagements souscrits dans le cadre du processus de Luanda, et nous appelons toutes les parties à respecter les droits de la personne, à adhérer aux obligations applicables en vertu du droit international huma-

itaire et à tenir pour responsables tous les acteurs des violations des droits humains et des atteintes à ces droits commis dans le contexte du conflit dans l'est de la RDC ».

L'AVERTISSEMENT LE PLUS SÉVÈRE.
En février der-

nier, les États-Unis avaient intimé au Rwanda et au Congo qu'«ils doivent s'éloigner du bord de la guerre», ce qui constituait l'avertissement le plus sévère concernant un conflit imminent entre les voisins africains. L'ambassadeur adjoint des États-Unis, Robert Wood,

avait lancé cet avertissement lors d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU convoquée par la France, alors que la violence s'était aggravée dans les Kivu, riche en minerais et frontalier du Rwanda. Robert Wood avait déclaré que le Rwanda et le Congo,

ainsi que les «acteurs régionaux», devraient immédiatement reprendre les pourparlers diplomatiques. «Ces efforts diplomatiques régionaux, et non un conflit militaire, sont la seule voie vers une solution négociée et une paix durable», avait-il souligné. L'avertissement amé-

ricain faisait suite au rejet, la veille, par le ministère rwandais des Affaires étrangères, des appels américains au retrait de ses troupes et de ses systèmes de missiles sol-air de l'est du Congo.

Le ministère rwandais avait déclaré que les troupes rwandaises défendaient le territoire rwandais alors que le Congo procédait à un «renforcement militaire spectaculaire» près de la frontière.

Lors de cette réunion d'urgence, l'ambassadeur de France aux Nations-Unies, Nicolas de Rivière, avait condamné l'offensive du M23, le soutien du Rwanda au M23, la présence des militaires rwandais sur le territoire congolais. «Cela doit cesser», avait déclaré le diplomate, soulignant qu'«un seuil a été franchi» avec le déploiement de systèmes antiaériens au Congo.

ALUNGA MBUWA ■

Le rapport onusien qui accable Kigali

Ci-après, extraits du Rapport final du Groupe d'experts des Nations Unies sur le Congo qui accable le Rwanda (S/2024/432).

(...) *Mouvement du 23 mars : réorganisation, formation et recrutement*

35. Les frappes réussies de drones CH-4 des FARDC, avec l'aide de sociétés militaires privées, contre les bases, les dépôts d'armes, les centres de recrutement et le commandement du M23 à la fin de 2023 et au début de 2024 ont contraint le M23 à se réorganiser (voir annexe 23). Le 16 janvier 2024, le « colonel » Castro Mberabagabo, chef du renseignement militaire du M23, a été tué lors d'une attaque de drone, qui a également blessé Erasto Bahati Musanga, chef des finances du mouvement, et blessé et tué de nombreux combattants du M23. Il a fallu procéder à de nouvelles nominations et promotions parmi le personnel militaire et civil du

M23. Cette restructuration a fait l'objet d'une large publicité afin de remonter le moral des troupes et de consolider l'autorité politico-militaire du mouvement et son administration parallèle. Le « colonel » Imani Nzenze a remplacé Castro, devenant chef des renseignements «G2» du M23, un poste clé au sein du mouvement. 36. Le M23 est resté sous le commandement militaire global du «général» Sultani Makenga (CDi.008) visé par des sanctions, à Tchanzu. Critiqué par les officiers de la RDF qui l'accusaient de ne pas être proche de ses troupes, celui-ci s'est rendu à Bunangana, à Kitshanga et à Rumangabo. Le « colonel » Imani Nzenze, le «général» Gacheri Erasto (adjoint du «général de brigade» Bernard Byamungu), Bahati Erasto (finances), Benjamin Nzabonimpa (secrétaire exécutif) et le « colonel » Jeff Kabayiza (logistique) étaient les plus proches collaborateurs et confidents de Makenga. Le « général de brigade »

Bernard Byamungu et le «général» Baudoin Ngaruye étaient les principaux commandants chargés de coordonner les opérations militaires. Ngaruye est resté très proche du Rwanda, qui aurait eu plus confiance en lui qu'en Makenga. 37. Les capacités militaires du M23 ont été renforcées par le recrutement, tant forcé que volontaire, y compris d'enfants, au Nord-Kivu, en Ouganda et au Rwanda, ainsi que par la formation des nouvelles recrues. Au début du mois d'avril 2024, on estimait à 3.000 le nombre de combattants du M23 actifs dans le Petit Nord. 38. Les nouvelles recrues du M23 ont été formées dans la principale base militaire du mouvement à Tchanzu. Il y a eu des formations dans d'autres centres militaires, par exemple à Rutshuru, à Bwito, à Bwiza ou à Nyongera. L'entraînement, qui a duré plusieurs mois, sauf en cas d'accélération pour des besoins opérationnels, comprenait la parade, la discipline, l'entraînement tac-

tique, l'idéologie et l'endoctrinement. 39. Des combattants du M23 récemment capturés ou qui se sont rendus ont confirmé que le « colonel » Léon Kanyamibwa dirigeait toujours la formation militaire, avec le soutien du « capitaine » Ernest Sebagenzi et du « colonel » Moïse Byinshi, entre autres. Les combattants du M23 ont également signalé la présence d'officiers instructeurs de la RDF à Tchanzu. Au moment de l'établissement du présent rapport, la RDF organisait une «formation au leadership» à Bunangana.

FDR : appui critique au Mouvement du 23 mars et occupation du territoire.

40. Le Groupe d'experts a obtenu d'autres preuves - photographies authentifiées, images de drones, enregistrements vidéo, témoignages et renseignements - confirmant les incursions systématiques de la RDF à la frontière et sa présence renforcée dans le Petit Nord, le nombre de

ses troupes égalant, voire dépassant, celles du M23. Positionnée en première ligne, la RDF a utilisé des armes de haute technologie et participé directement aux combats. Sa présence a été déterminante pour repousser les attaques conjointes des FARDC et des Wazalendo et conquérir de nouveaux territoires dans le Petit Nord.

41. En janvier 2024, au moins 1.000 soldats de la RDF entrés en République démocratique du Congo par divers postes frontaliers à l'est de Kibumba, dans le territoire de Rutshuru, ont été déployés sur des positions militaires clés. À la suite de ce renforcement, le 3 février, la RDF et le M23 ont pris le contrôle de Shasha, un village ayant un accès stratégique au lac Kivu. La RDF a maintenu des positions de combat sur les collines autour de Sake, qu'elle occupait encore au moment de l'établissement du présent rapport. Au début du mois d'avril 2023, la RDF a pris le contrôle de trois positions au

(suite en page 4).

Le rapport accablant des experts onusiens

(suite de la page 3).

nord-ouest de Sake, abandonnées par la Monusco. Au moment de l'établissement du présent rapport, 500 soldats de la RDF et 500 combattants du M23, ceux-ci sous le commandement de Baudoin Ngaguye et de Bernard Byamungu, qui font l'objet de sanctions, et de Julien Mahano Baratuje, contrôlaient les zones situées au nord, à l'ouest et au sud de Sake.

42. Une grosse colonne de soldats de la RDF bien équipés a été filmée arrivant à Rwindi, au nord de Rutshuru, le 9 mars 2023. Les troupes, sous le commandement du colonel Callixte Migabo de la RDF, ont établi des positions et occupé la zone, suivies par l'arrivée des combattants du M23 un jour plus tard. La RDF et le M23 se sont particulièrement intéressés à la piste d'atterrissage de Rwindi, capable d'accueillir des bombardiers. De même, le M23 avait manifesté un intérêt pour la piste d'atterrissage de Katale, plus petite. Après la prise de Rwindi par la RDF, les FARDC se sont retirées de Vitshumbi, ce qui a permis au M23, sous le commandement du « colonel » Ernest Sebagenzi, d'occuper la ville située sur les rives du lac Édouard, connue pour ses pêcheries lucratives.

43. Selon une estimation prudente, 3.000 à 4.000 soldats de la RDF étaient déployés dans les territoires de Nyiragongo, de Rutshuru et de Masisi au moment de l'établissement du présent rapport. Nombre d'entre eux appartenaient à la deuxième et à la troisième divisions, cette dernière étant commandée par le général de division Eugène Nkubito. Les forces spéciales de la RDF étaient commandées par le lieutenant-colonel Augustin Ryarasa Migabo, qui rendait compte au major-général Ruki Karusisi. On trouvera à l'annexe 30 des informations supplémentaires concernant les officiers de la RDF participant à la planification ou au commandement des opérations en République démocratique du Congo, les brigades et bataillons de la RDF déployés et les équipes d'appui

tactique et de reconnaissance composées d'anciens combattants des FDLR.

44. Les interventions et opérations militaires de la RDF dans ces trois territoires ont été déterminantes pour l'impresionnante expansion territoriale réalisée entre janvier et mars 2024. Des combattants du M23 et deux officiers de la RDF ont expliqué que la capacité du M23 à opérer simultanément sur plusieurs axes et champs de bataille dépendait du soutien militaire et stratégique de la RDF. En février et mars 2024, plusieurs pays ainsi que le Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ont exigé que le Rwanda cesse tout soutien au M23 et retire immédiatement tout le personnel de la RDF de la République démocratique du Congo. Le 5 avril, le Conseil de sécurité a condamné « l'appui militaire extérieur fourni au M23 ».

45. Le Groupe d'experts fait observer que le soutien systématique et la participation de la RDF à la conquête territoriale du M23 est un acte passible de sanctions. De plus, le déploiement de la RDF, forces armées nationales du Rwanda, sur le territoire de la République démocratique du Congo viole la souveraineté et l'intégrité territoriale de ce pays. Le contrôle et la direction que la RDF exerce de facto sur les opérations du M23 rendent également le Rwanda responsable des actes du M23.

Technologies et matériel militaires sophistiqués.

46. Le Groupe d'experts a établi que le M23 et la RDF ont continué d'utiliser de plus en plus des technologies et du matériel militaires sophistiqués dans les zones sous leur contrôle, apportant ainsi une preuve supplémentaire et sans conteste de l'appui tactique extérieur fourni au M23, principalement par la RDF, en violation de l'embargo sur les armes.

Systèmes de défense antiaérienne à courte portée.

47. Le 7 février 2024, un système mobile de défense antiaérienne à courte portée, doté

d'un radar rotatif monté et d'un missile sol-air, a été vu par un drone à Bumbi, dans le territoire de Rutshuru, une zone alors contrôlée par le M23 et la RDF. Deux autres systèmes de défense antiaérienne à courte portée ont été signalés près de Kibumba et de Mabenga, dans le territoire de Rutshuru. Le 6 février, un système de défense antiaérienne à courte portée a abattu un drone armé CH-4 des FARDC et, le 7 février, il a pris pour cible et raté un drone de la Monusco, c'est-à-dire un moyen des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

D'après des sources provenant des services de sécurité et de renseignement, c'est la RDF qui manœuvrait le système de défense antiaérienne à courte portée. Dans un communiqué publié le 17 février 2024, les États-Unis d'Amérique ont demandé au « Rwanda de retirer immédiatement [...] ses systèmes de missiles sol-air, qui menacent la vie des civils, des forces de maintien de la paix [des Nations Unies] et d'autres forces régionales, des acteurs humanitaires et les vols commerciaux dans l'est de la [République démocratique du Congo] »; un appel repris par d'autres pays.

49. Le déploiement de systèmes de défense antiaérienne à courte portée, parallèlement à d'autres moyens antiaériens du M23 et de la RDF dans la région, a considérablement renforcé la capacité opérationnelle du M23 et de la RDF et a influé sur la dynamique des conflits dans le Petit Nord. Les FARDC et les sociétés militaires privées ont décidé d'immobiliser temporairement tous leurs moyens aériens, ce qui a permis au M23 et à la RDF de se réorganiser et de se renforcer. Ce système de défense antiaérienne à courte portée expose les moyens aériens de la Monusco, qui pourraient être pris pour cible, comme l'a fait à plusieurs reprises le M23.

Obus de mortier par drone.

50. Dans la nuit du 17 au 18 février 2024, un obus de mortier de 81 mm a frappé et mis hors service un avion Sukhoi des

FARDC sur le tarmac de l'aéroport de Goma. Un deuxième obus a raté un hélicoptère des FARDC. Les obus de mortier ont été largués par un drone aérien commercial équipé de quatre hélices. Le M23 et des services de renseignement, notamment du Rwanda, ont dit au Groupe d'experts que l'attaque avait été commise par le M23.

51. Avant février 2024, rien n'attestait de l'utilisation dans le pays de drones aériens commerciaux équipés d'obus de mortier ou d'autres explosifs, y compris d'engins explosifs improvisés tels que ceux utilisés contre la Monusco par l'unité spéciale de la Garde républicaine de la République démocratique du Congo à Kimoka. Le Groupe d'experts estime que la multiplication des attaques de drones aériens pourrait considérablement modifier la dynamique des conflits dans le Petit Nord. Cette attaque de drone fait également ressortir la vulnérabilité de l'aéroport international de Goma, que le M23 et la RDF ont déjà menacé de prendre.

Obus de mortier guidés.

52. Le Groupe d'experts a également établi l'utilisation par le M23 et la RDF d'obus de mortier guidés de 120 mm offrant une capacité de frappe précise et une forte létalité ; un type d'obus de mortier qui n'avait pas été signalé auparavant sur le territoire de la République démocratique du Congo. Les obus de mortier trouvés sont similaires aux obus de type IMI fabriqués par la compagnie israélienne Elbit Systems. Les images confirment les rapports d'un officier de la RDF et de combattants du M23 selon lesquels la RDF avait des mortiers guidés qu'elle a utilisés à Petit Nord. Des mortiers de 120 mm ont également été utilisés contre les troupes de la SADC. L'unité du « général » Baudoin Ngaruye du M23, qui fait l'objet de sanctions, était également équipée de systèmes de mortiers guidés.

53. *Ouganda : appui au M23 mars et à l'AFC.* Appui aux chefs du renseignement militaire.

55. Depuis la résur-

gence de la crise du M23, l'Ouganda n'a pas interdit les troupes du M23 et de la RDF ni leur passage sur son territoire, y compris lorsque le M23 a pris Bunangana, le 12 juin 2022, avec l'appui de la RDF.

56. Malgré les preuves attestant du passage régulier de troupes, de véhicules et de matériel militaire du M23 et de la RDF sur le territoire ougandais, le Gouvernement ougandais, y compris son service de renseignement militaire, dément la présence de troupes ou de matériel étrangers sur son territoire depuis le début de la crise du M23. Toutefois, l'ampleur et la fréquence des mouvements font qu'il y a peu de chances qu'une telle présence passe inaperçue. Par exemple, depuis 2022, les combattants du M23 ont régulièrement dit que les fournitures et les nouvelles recrues acheminées vers leurs camps passaient par les villes frontalières ougandaises de Kisoro et de Bunangana.

57. Le Groupe d'experts a également obtenu des preuves confirmant le soutien actif donné au M23 par certains responsables des UPDF et le commandement des services de renseignement militaire. Des sources de renseignement et des personnes proches du M23 ont également confirmé la présence d'officiers du renseignement militaire ougandais à Bunangana depuis au moins la fin de l'année 2023 pour assurer la coordination avec les chefs du M23, fournir de la logistique et transporter les chefs du M23 vers les zones contrôlées par le M23. En outre, le 27 janvier 2024, plusieurs sources ont vu des soldats ougandais passer par Kitagoma pour se rendre en République démocratique du Congo et mener des opérations dans les zones contrôlées par le M23, en particulier le groupement Busanza et la ville de Rutshuru, d'où un groupe est allé vers Tongo et l'autre vers Mabenga. Il convient de noter que des chefs du M23, y compris Sultani Makenga, qui fait l'objet de sanctions, se sont rendus à Entebbe et à Kampala en violation de l'interdiction de

voyager.

M23 mars et AFC à Kampala.

59. Au cours de la période considérée, il a été prouvé que le M23 et l'AFC menaient fréquemment des opérations sur le territoire ougandais. Les chefs de l'AFC, dont Corneille Nangaa, qui récemment habitait encore à Kampala, ont tenu des réunions avec des représentants de groupes armés congolais et des individus très proches du M23. Nangaa et Lawrence Kanyuka ont bénéficié du soutien de la personnalité publique ougandaise, Andrew Mwenda, pour contacter plusieurs ambassades à Kampala en mars 2024 afin de contester les sanctions imposées aux chefs du M23 et plaider la cause de l'AFC et du M23. On sait depuis longtemps que c'est Mwenda qui assure la liaison entre les autorités ougandaises et rwandaises.

Exploitation et commerce illégaux de minerais à Rubaya.

138. Les sites miniers de la région de Rubaya sont restés sous le contrôle du groupe armé Coalition des patriotes résistants congolais-Force de frappe (PARECO-FF), qui a continué à superviser l'exploitation minière à Rubaya. Le M23 et la PARECO-FF ont établi une collaboration opportuniste pour le transport des minerais extraits à Rubaya vers Mushaki, qui est devenu une plaque tournante de la contrebande des minerais de Rubaya. La contrebande entre Mushaki et la destination finale, via Tongo-Kalengera, était exclusivement sous le contrôle du M23. Les minerais de Rubaya ne pouvaient donc plus être commercialisés selon les lignes directrices du Groupe d'experts en matière de diligence raisonnable. Début avril 2024, les autorités nationales ont réautorisé le commerce des minerais en provenance de Rubaya, à la suite de l'ouverture d'une voie de transit à travers les zones contrôlées par les FARDC et les groupes armés Wazalendo. Les minerais étaient transportés de Rubaya à Minova, dans le nord du Sud-Kivu, et de Minova à Goma, via le lac Kivu.

Contrôle des sites

miniers à Rubaya par la Coalition des patriotes résistants congolais-Force de frappe.

140. D'après des images de surveillance aérienne de janvier 2024 et des témoignages d'habitants de Rubaya, l'exploitation minière s'est poursuivie à Rubaya et de nouveaux sites se sont ouverts sur les pentes sud-est de la colline de Rubaya et au site connu sous le nom de « D2 Bibatama », situé à l'intérieur du permis d'exploitation PE 4731143. On trouvera à l'annexe 81 des preuves de la poursuite de l'exploitation et du contrôle des mines par les combattants de la PARECO-FF, commandés par Shamamba Barigaruye Enoch, Président de la PARECO-FF. L'Initiative de la chaîne d'approvisionnement en étain a informé le Groupe d'experts que de décembre 2023 à janvier 2024, les coopératives minières membres de l'Initiative avaient enregistré environ 46 tonnes de minerais extraits à Rubaya. (...).

Liens entre les groupes armés locaux, le M23, l'AFC et le Rwanda, et les tensions qui en découlent.

185. Les autorités rwandaises, le M23 et l'AFC ont gardé le contact avec les groupes armés congolais basés au Sud-Kivu, ou continuer de collaborer directement ou indirectement avec eux, notamment pour les convaincre de rejoindre l'AFC. 186. Plusieurs représentants de groupes armés du Sud-Kivu se sont rendus à Nairobi pour participer aux réunions préparatoires qui ont conduit à l'annonce de la création de l'AFC en décembre 2023. Il s'agit, notamment, de Mkangya Nyamachabo, alias Microbe, représentant le « général » Ebuella, chef des Forces des patriotes pour la défense du Congo, ainsi que de Jacques Naluho-gola, Président des Forces armées Biloze Bishambuke. En janvier 2024, Microbe a été arrêté par les autorités congolaises, qui ont trouvé à son domicile des documents de voyage sous un faux nom portant des cachets d'entrée au Kenya, en Ouganda et au Rwanda en décembre 2023. (...).

Face à la guerre que faire ?

Le conflit qui étreint l'Est du pays a pris une nouvelle tournure le week-end dernier. Trois villes du Nord-Kivu ont été prises par les rebelles de la coalition M23-AFC appuyés par l'armée rwandaise. Ces rebelles ne se contenteraient plus de ces cités, dont d'autres concentrées de minerais stratégiques, telle la cité minière de Rubaya d'où est extrait 50% du coltan produit au Congo. Selon plusieurs sources documentées, l'armée ougandaise a joué un rôle clé dans ces dernières opérations militaires. Des vidéos ont montré une succession de véhicules militaires ougandais - une vingtaine au total - pénétrant sans aucune obstruction à Kanyabayonga, venus en ravitaillement aux forces d'agression.

Trois pays voisins de l'Est sont donc désormais clairement identifiés et coalisés dans la guerre aux côtés des rebelles du M23-AFC. Il s'agit du Rwanda, de l'Ouganda, du Kenya. Le président du Kenya, William Ruto qui fait face à une violente contestation populaire dans son pays, a eu droit le 23 mai 2024 à Washington, à la Maison Blanche, à un tapis rouge, accueilli, lui et son épouse, par le président américain Joe Biden et son épouse, Jill Biden, née Jill Tracy Jacobs. Il y effectuait une visite d'État de trois jours, la première à Washington, à la Maison Blanche, d'un président africain, depuis 2008, année qui avait marqué la visite du Ghanéen John Kufuor. Si la guerre du Kivu n'a pas officiellement été mentionnée dans les échanges entre Joe Biden et William



Des camions militaires ougandais de ravitaillement montrés sur des vidéos à Kanyabayonga. DR.

Ruto, il serait étonnant que la question n'ait pas été abordée, que William Ruto, qui se sent la vocation de se faire reconnaître comme le leader du Continent africain, depuis l'envoi de ses policiers à Haïti, n'ait pas donné son avis d'autant que la sécurité dans la sous-région était au menu de ces entretiens. La présence de la police du Kenya fait partie d'un programme multinational de lutte contre les gangs et de rétablissement de l'ordre dans la nation caribéenne.

JAMAIS CELA N'AVAIT ÉTÉ ÇA.

« Le Kenya a de solides références en matière de rétablissement de la paix et de résolution des conflits à l'échelle mondiale. La présence de nos policiers en Haïti soulagera les hommes, les femmes et les enfants dont la vie a été brisée par la violence des gangs », s'était vanté Ruto, lors d'une réunion d'information préparatoire au déploiement tenue au Collège de formation de la police administrative à Embakasi. Ajoutant : « Nous travaillerons avec la communauté internationale pour apporter une stabilité durable en Haïti ». L'homme qui, à la veille de son élection, le 13 septembre 2022, comme président du Kenya, après avoir été vice-président comme colistier de l'ancien

président Uhuru Kenyatta, de 2013 à 2022, était connu pour son total mépris du Congo. À plusieurs reprises, dans ses meetings de campagne, il avait comparé le Congo à un « pays dont le peuple ne savait que boire, chanter et danser ».

Le 22 mai, à la veille de sa rencontre avec Joe Biden, il s'était exprimé sur la guerre au Congo. Le président kényan, allant à l'encontre de tous les rapports des experts des Nations Unies confirmés par les services américains, ce qui avait entre autres conduit aux déclarations publiques du secrétaire d'État américain, Antony Blinken, qui avait cité nommément les troupes rwandaises se battant aux côtés du M23-AFC, sur le sol congolais, avait publiquement nié toute idée d'une guerre menée par le Rwanda au Congo en prenant position pour le régime rwandais.

« En quoi le M23 est-il le problème de Kagame ? C'est un problème congolais. En tant que chefs d'État, lors d'une réunion, nous avons demandé : « le M23, les membres de ce groupe, sont-ils des Rwandais ou des Congolais ? » Et la RDC nous a dit : « Ce sont des Congolais ». Point barre ! Comment est-ce que cela devient un problème du Rwanda ? » Lors de cette interview, réalisée et diffusée par Jeune

Afrique et The Africa Report, dans le cadre de l'événement Africa CEO Forum 2024, qu'organise le magazine transafricain basé à Paris, William Ruto se trouvait aux côtés des présidents rwandais Paul Kagame et mozambicain Filipe Nyusi. Outre cela, deux géants mondiaux américains de l'électronique, Google et Microsoft, sont en pointe à Nairobi, ville considérée comme le centre technologique sous le nom de Silicon Savannah. L'exploitation des « minerais de sang » par la coalition M23-AFC et par le Rwanda dénoncée par le Congo qui a initié une action judiciaire à l'international, serait-elle étrangère à ces prises de position kényannes ? Pour avoir été le premier président africain à avoir eu les honneurs d'une visite d'État à la Maison Blanche depuis 2008, qui a envoyé sa police en Haïti faite d'unités spécialisées telles l'Unité de Déploiement Rapide, RDU et l'Unité des Services Généraux, GSU, qui dirige la mission multinationale de soutien à la sécurité en Haïti et combat pour ce pays situé sur le continent américain, à des milliers de kilomètres du Kenya, mais sous financement américain, comment en effet ignorer que William Ruto cherche à se faire reconnaître en Occident comme le seul leader africain interlocuteur du reste du monde ?

Aux déclarations de Ruto, il faut ajouter celles récentes du président rwandais en campagne pour sa réélection qui a déclaré sur France 24, la chaîne d'information en continu, que son pays « est prêt à faire la guerre au Congo. Nous n'avons peur de rien... » L'ancien chef d'État major rwandais en charge de l'armée de terre, le Lieutenant général Mubarak Muganga, promu en juin 2023, Chef d'État major général des Forces Rwandaises de Défense, RDF, Mubarak Muganga, en a ajouté une couche, non des moindres : « J'ai été nommé par SE le Président Paul Kagame rien que pour faire la guerre. Mais cette guerre, on ne va pas la faire ici au Rwanda, nous irons la faire en RDC. Qu'on ne cache plus rien. Car s'il n'y a pas guerre, je serai au chômage. Les bombes, nous n'allons pas les poser sur notre propre sol. Nous allons les poser sur le sol de la RDC. J'ai entendu trop de gros mots. Ils croient que s'ils sont gros obèses, c'est ça la force. Notre objectif est de détruire la RDC avant la fin de cette année 2024. Nous avons attendu que son général Tshiwewe attaque le Rwanda. Jusqu'à présent, rien. C'est nous qui devons attaquer en premier. Et quand nous allons attaquer, ce n'est pas à un seul endroit car le pays est 89 fois plus que le Rwanda. Nous allons

les tuer 89 fois. Bunagana, Masisi, Rutshuru et autres nous appartiennent pour toujours. Mais nous irons plus loin que ça. Les mots ne blessent pas. Mais les actions fortes sur le terrain vont amener ce pays à comprendre la force du Rwanda ».

COMMENT ? DIALOGUER ?

Entre le Congo et le Rwanda, jamais, depuis l'Afdl, le conflit n'avait atteint un tel niveau d'hostilité. Que peut faire notre pays face à cette guerre ? Selon nos informations, des élus du Nord-Kivu auraient résolu de pousser au dialogue avec les rebelles M23-AFC. Ce serait la seule façon pour eux de mettre fin à ce conflit. Si dans un conflit, un accord est toujours souhaitable, la question est de savoir quand y aller et comment y aller. Lorsqu'il y a un conflit, on ne va pas au dialogue en position de faiblesse sauf si aucune issue n'existe. On y va en position de force afin de parler face à face mais certes l'option est du domaine des seuls militaires au front et en mesure d'évaluer les capacités en présence. C'est eux et eux seuls qui sont en mesure d'indiquer à un moment, aux politiques, quelle issue suivre. Mais la décision finale revient aux politiques et aux politiques seuls. Dans son discours le 30 juin 2024 à

l'occasion de la fête de l'indépendance, le président de la République a eu ces mots : « Ce qui se passe à Kanyabayonga, à Kayini, aux villages du Sud de Lubero ainsi que dans les territoires de Rutshuru, de Nyirangongo et de Masisi, constitue une agression flagrante contre notre souveraineté nationale et la paix de notre peuple. (...) Soyez assurés que je mets tout en œuvre pour rétablir la sécurité et protéger tous nos concitoyens ». Le même 30 juin, lors d'un Conseil Supérieur de la Défense qu'il a présidé en toute urgence, le Président a annoncé des mesures pour récupérer « rapidement » des localités occupées par les forces rwandaises. « Après plus de 3 heures de discussions, un tour d'horizon avec les différentes autorités militaires, des perspectives des mesures ont été proposées au Président de la République pour que les Forces armées de la RDC puissent très rapidement remettre de l'ordre dans cette partie du pays et reprendre certaines autres localités qui ont été occupées par les forces rwandaises », a déclaré le porte-parole du Gouvernement, Patrick Muyaya Katembwe. Il est minuit. Il est urgent que la réponse vienne. La cité de Kanyabayonga n'est séparée de la troisième ville du pays, Kisangani, que de 830 kms. Kisangani est le fief sociologique du chef de cette rébellion, Corneille Nangaa Yobeluo qui, lors de la journée de l'indépendance, a prononcé un discours virulent répétant les mêmes récriminations, appelant les Congolais à rejoindre son combat, se donnant une stature de vainqueur. Nul doute, la dynamique de cette guerre a changé. L'urgence d'une stratégie en vue d'une réponse adéquate s'impose. Il y va de notre pays.

T. MATOTU ■

La Belgique lance l'alerte : trop de demandeurs d'asile venus du Congo

L'ancienne puissance coloniale tire la sonnette d'alarme : trop de Congolais frappent aux portes de la Belgique pour y trouver asile. Alors que la politique d'immigration zéro est en pointe partout en Occident, ce qui fait monter en puissance les partis politiques

d'extrême droite, qui refusent l'arrivée massive de migrants - le cas de la France avec le RN - le gouvernement belge a dû dépêcher à Kinshasa le chef de l'immigration belge pour venir passer le message aux autorités congolaises.

LES BELGES PAS CONTENTS. Au premier semestre de 2024, 650 Congolais ont introduit une

demande d'asile en Belgique, a déclaré samedi 13 juillet, à Kinshasa, Freddy Roossmont, directeur de l'Office des étrangers belge. Lors d'un point de presse, le chef de l'immigration belge a précisé que la Belgique reçoit en moyenne 100 demandes d'asile de Congolais par mois. «Bruxelles ne se réjouit pas de cette situation même si elle reste

ouverte», a-t-il souligné. Freddy Roossmont est venu conseiller aux Congolais d'éviter de se tourner vers des trafiquants de demandes d'asile, mettant en garde contre les demandes injustifiées.

« Toute personne ayant réellement besoin de protection la recevra. Cependant, de nombreux ressortissants congolais n'ont pas besoin

de protection au sens de la Convention de Genève. Ils rencontrent peut-être des difficultés socio-économiques et cherchent une meilleure vie, mais cela ne relève pas de l'asile. Il est important d'informer correctement le public que demander l'asile sur de mauvaises bases est une perte de temps et d'argent. Cet argent pourrait être utilisé

pour démarrer un commerce » (dans son pays), a poursuivi Freddy Roossmont. Il s'est étonné que les efforts conjoints entre l'Office des étrangers belge et le service de migration de la RDC n'aient pas encore réussi à freiner l'afflux de demandes d'asile de Congolais cherchant une protection juridique en Belgique. En 2023, l'Office des

étrangers belge a reçu 1.250 demandes d'asile en provenance du Congo. Freddy Roossmont a rappelé qu'en termes de demandes d'asile en Belgique, le Congo est le sixième pays au monde sur la liste, après la Palestine, la Syrie, l'Afghanistan, l'Érythrée et la Turquie. Signe de pauvreté ou de manque d'amour pour son pays? **ALUNGA MBUWA**

Actions de sauvegarde de l'intégrité du territoire

L'ordre a été donné au Haut commandement militaire, par le Chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, de lancer des actions idoines de sauvegarde de l'intégrité territoriale, au cours de la première réunion de la Task force militaire, qu'il a présidée vendredi, au Palais présidentiel de Mont-Ngaliema, à Kinshasa. « Le Président de la République a donné l'ordre au Haut-commandement militaire de lancer des actions idoines pour sauvegarder l'intégrité territoriale du pays », a déclaré une source proche de la présidence de la République.

Précisant que cette première réunion est consécutive à la réunion du Conseil Supérieur de la Défense élargie convoquée une samedi plutôt par le Chef de l'État avec à l'ordre du jour l'examen de la situation sécuritaire dans l'est du pays. Au cours de cette réunion, le Haut-commandement militaire a présenté au Commandant Suprême des Forces armées de la RDC et de la Police nationale congolaise le rapport des évaluations tactiques faites sur le terrain.



Une réunion de la Task Force présidée par le Président de la République. DR.

Bien avant cette rencontre, le Président de la République

démocratique du Congo avait aussi tenu une réunion de

travail avec quelques membres du gouvernement, consacrée

à l'évaluation de la situation générale de la sécurité dans

la partie orientale du pays. Le gouvernement de la République a fait état de sa détermination à récupérer les territoires sous occupation de l'ennemi. « (...) comme l'avait dit le Président de la République, au cours de la dernière réunion du Conseil Supérieur de la Défense, la détermination reste la même, pour s'assurer que nous faisons tout pour récupérer chaque portion de notre territoire national occupée par ces terroristes et par le Rwanda », a déclaré le porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya Katembwe. Trois jours plus

tard, le 8 juillet, des orientations ont été données aux FARDC pour renforcer la sécurité et préserver l'intégrité territoriale du pays, lors de la deuxième réunion de la Task force du Haut Commandement Militaire, au Palais présidentiel de Mont-Ngaliema. « (...) le Commandant suprême des FARDC et de la Police nationale a défini les orientations à suivre et a donné l'ordre au Haut Commandement Militaire d'exécuter les mesures décidées pour préserver l'intégrité territoriale de la RDC », selon une source présidentielle. **ALUNGA MBUWA**

2 août, commémoration du génocide congolais

Le 2 août marquera désormais la commémoration du génocide congolais. Une journée chômée et payée dans le pays. C'est ce qu'en a décidé le Conseil des ministres réuni vendredi 12 juillet 2024.

Les Congolais vont ainsi rendre hommage à tous les Congolais tués injustement pour des gains économiques. Il s'agira de faire appel à la mobilisation générale contre l'agression du Congo par des puissances étrangères. Des

activités commémoratives seront organisées dans les lieux où les crimes ont été les plus atroces. Cas de Kakobola, Kasika, Goma, Kibati, Kisanгани, etc. Des étapes franchies à ce jour jusqu'à l'institutionnalisation du Génocost, le Génocide Congolais, ont été présentées au Conseil des ministres « La note relative à la Journée du Génocide Congolais consistait à présenter le contexte dans lequel Fonarev a été créé et pour quelles raisons le Président de la République a institué Génocost. En effet, dans le souci de garder frais dans la mémoire des Congo-

lais, les ignobles massacres dont notre pays a été victime, il a été institué la journée commémorative du Génocide Congolais et qui est célébrée le 2 août de chaque année », rapporte le compte rendu de la réunion. Conformément aux dispositions de la loi n°22/065 du 26 décembre 2022 fixant les principes fondamentaux relatifs à la protection et à la réparation des victimes de violences sexuelles liées aux conflits et des victimes des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, le Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a lancé

pour la première fois le mercredi 2 août 2023 à Kinshasa, la commémoration du génocide congolais. Au cours de la même réunion, le ministre d'État en charge de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, Grégoire Mutshail Mutomb Kangaj a fait le point des préparatifs liés au lancement de la campagne agricole 2024. Il a indiqué que son ministère va lancer, du 30 juillet au 30 août 2024, la campagne agricole sur l'ensemble du territoire national. Il a rappelé que « la campagne agricole est une activité qui consiste d'abord à sensibiliser les agri-

culteurs, populations rurales et acteurs de développement agricoles (agropoles, coopératives, fondations agricoles, unions d'agriculteurs, entreprises et entrepreneurs agricoles) sur l'importance de la relance des filières maraichères, vivrières et pérennes porteuses, sur les effets et impacts socioéconomiques visibles attendus de cette relance, en conformité avec le programme d'actions du gouvernement pour 2024-2028 », rapporte le compte rendu de la 5ème réunion du conseil des ministres tenue vendredi 12 juillet 2024.

Quant aux dispositions urgentes pour atténuer et juguler la pénurie du maïs qui pourrait s'aggraver pendant la période de soudure de fin août à fin décembre 2024, « il est question de réduire sensiblement l'écart entre l'offre et la demande afin de renforcer la résilience des ménages face à la crise de farine de maïs et d'éviter ainsi une crise sociale ou le risque de compromission de la paix sociale et de la sécurité de l'État. Assorties de propositions de solution, ces dispositions sont pensées en mode d'urgence à court terme ». **T. MATOTU**

Espoir ou désespoir pour l'économie congolaise

Espérer et donc dormir sur ses lauriers ou désespérer et donc baisser les bras ?

Une conférence du Professeur Daniel Mukoko Samba, Ministre de l'Économie.



Le VPM de l'Économie Daniel Mukoko Samba dévoile les priorités qu'il s'est fixées : redressement productif visant trois objectifs stratégiques (sécurité alimentaire, transformation des produits locaux, diversification des exportations), levée des entraves à l'amélioration du pouvoir d'achat, économie informelle, financement de l'économie. DR.-



Ministre de l'Économie du Gouvernement du IIème mandat du Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo que dirige Mme Judith Suminwa Tuluka avec titre de Vice-premier ministre, Daniel Mukoko Samba est avant tout professeur d'Université. Master en Économie à l'Université de Kinshasa et à l'Université d'Oita au Japon, il a aussi un diplôme de docteur en Développement urbain et régional de l'Université de Tsukuba, Japon. Dix ans auparavant, il était ministre du Budget avec titre de Vice-premier ministre nommé le 28 avril 2012

dans le Gouvernement Matata I qu'il quitte trente mois plus tard, le 7 novembre 2014 avant d'être nommé plus tard Directeur général de l'ex-Onatra, SCTP, qu'il quitte le 26 octobre 2018. Le 6 juillet 2024, il a animé sur la Colline Inspirée, l'Université de Kinshasa, une conférence devant ses étudiants et des membres du corps professoral. Question centrale : « l'économie congolaise se porte à merveille ? » Réponse : non ! Pourquoi ? Le système économique congolais basé sur la production minière « n'a pas généré les changements structurels attendus ». Or, explique Daniel Mukoko Samba, citant « les théories

économiques les plus éprouvées », « le transfert des facteurs de production (notamment le travail) des secteurs moins productifs vers des secteurs plus productifs est la condition nécessaire pour que la productivité globale augmente. La réduction de la pauvreté dépend de cette transformation structurelle ». Au Congo, poursuit-il, « comme dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, surtout ceux dépendant des ressources naturelles, les changements structurels observés ont plutôt réduit les perspectives de croissance économique durable ». Or, explique Daniel Mukoko Sam-

ba, « le revenu réel d'un Congolais ne s'est accru que de 0,7 % l'an sur la période 2016-2021, passant de 492,8 \$US en 2016 à 512,9 \$US en 2019 et 517,9 \$US en 2021. Comment partir de 580 \$US aujourd'hui au seuil de 1.085 \$US à l'horizon 2030 ou 2035 ? La Guinée Conakry est rentrée dans la catégorie des PRITI (Pays à Revenu Intermédiaire de la Tranche Inférieure) en 2022, partant d'un RNDB (Revenu National Disponible Brut) réel par habitant de 480 \$US en 1994 à 1190 \$US en 2022 ». Que faire ? Quels choix stratégiques opter qui déterminerait « le sentier de croissance »

susceptibles de sortir le Congo « des pièges de la pauvreté et de la fragilité » ? Puisque la croissance du potentiel de main-d'œuvre est alimentée par la jeunesse de la population et par une forte fécondité, il n'est donc pas surprenant que le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, ait classé la création de plus d'emplois au premier rang de ses Engagements pour son deuxième mandat, explique le professeur Daniel Mukoko Samba qui ne doit pas avoir été loin dans la conception de cette stratégie. Puis, l'économie congolaise étant « dominée par l'industrie minière

qui a tendance à créer des enclaves technologiques connectées à l'économie mondiale et qui n'exhibent que très peu d'effets d'entraînement en aval, ces caractéristiques ne favorisent pas la création massive d'emplois », le Congo, plus que jamais, fait « face à la nécessité de développer les infrastructures (transport, énergie, système d'eau et technologies de l'information et de la communication) et de transformer l'agriculture tout en demeurant attractif aux investissements directs étrangers pour jouir d'un taux de croissance annuel moyen de 10 % ». En intégralité et en exclusivité, « Économie natio-

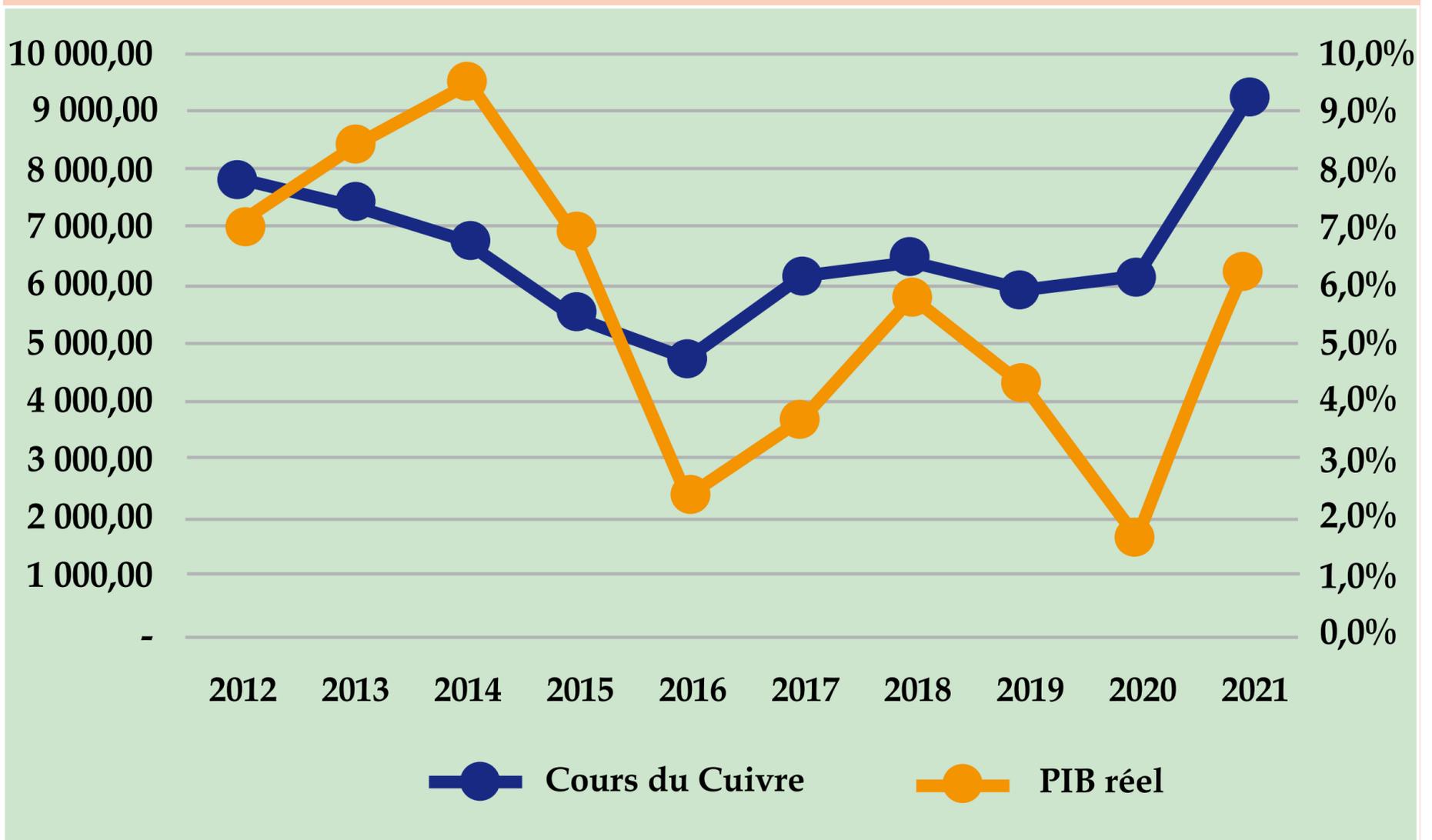
nale de la RDC, de 2024 à 2028 : Espoir ou Désespoir ? ». Ci-après :

L'intitulé de la présentation qu'il m'est demandé de faire à ces assises peut laisser penser que la question de l'évolution de l'économie congolaise peut se résumer en un choix simple : soit espérer et donc dormir sur ses lauriers, soit désespérer et donc baisser les bras. La question est beaucoup plus complexe. En réalité, si l'on se référait uniquement aux agrégats macroéconomiques, on serait tenté de croire que l'économie congolaise se porte à merveille. Depuis 2002, le Produit Intérieur Brut, PIB, s'est accru de manière continue, sans enregistrer une

(Suite en page 8).

L'économie congolaise se porte à merveille ? Non !

FIG. 1. ÉVOLUTION COMPARÉE DU PIB ET DES COURS MONDIAUX DE CUIVRE



Source : RDC, Plan National Stratégique de Développement (PNSD).

(Suite de la page 7).

seule année avec un taux négatif. Les taux de croissance les plus faibles sont ceux de 2008 et 2020.

Le fléchissement de la croissance économique au cours de ces deux années est expliqué, respectivement, par les effets de la grave crise économique mondiale de 2008-2009 et ceux de la crise de Covid-19. Quel est alors le vrai problème qui se pose de manière structurelle dans l'économie congolaise ?

■ Le problème.

L'évolution de la croissance annuelle du PIB au cours des vingt dernières années révèle que l'économie congolaise est l'une de celles ayant enregistré des niveaux de croissance parmi les plus élevés en Afrique. Cependant, étant essentiellement tirée par le secteur minier (cuivre et cobalt), cette croissance est volatile, avec des

variations de grandes amplitudes.

La croissance économique hors-secteur minier est généralement plus faible que celle des industries extractives.

À la suite du Code minier de 2002 révisé en 2018, la RDC est redevenue l'un des plus grands producteurs mondiaux de cuivre. Le pays a produit 2,360 millions de tonnes de cuivre en 2022 et 2,840 millions en 2023.

Comme on peut le voir sur la Fig. 1 (Évolution comparée du PIB et des cours mondiaux de cuivre), la croissance de l'économie congolaise est étroitement corrélée avec le cours mondial de son principal produit d'exportation, le cuivre.

Cette croissance n'a toutefois pas généré les changements structurels attendus. Selon les théories économiques les plus éprouvées, le transfert des facteurs de production (notamment le travail) des secteurs moins

productifs vers des secteurs plus productifs est la condition nécessaire pour que la productivité globale augmente. La réduction de la pauvreté dépend de cette transformation structurelle.

En RDC, comme dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, surtout ceux dépendant des ressources naturelles, les changements structurels observés ont plutôt réduit les perspectives de croissance économique durable. L'adoption des techniques de production grandes consommatrices du facteur capital dans les secteurs porteurs de croissance (dans notre cas, le secteur minier) a engendré des mouvements du facteur travail dans le sens opposé à celui qui aurait contribué à l'accélération de la croissance économique.

En effet, en s'adaptant à la nouvelle frontière technologique imposée par les multinationales qui ont afflué dans

le pays après 2002, les firmes nationales se sont débarrassées du surplus de main-d'œuvre qui, malheureusement, a été absorbé par les secteurs les moins productifs et par le secteur informel. C'est ce qui explique le fait que la croissance économique s'est accompagnée d'une contraction des taux d'emploi. Et, pourtant, la proportion des jeunes dans la population totale est élevée et elle va le demeurer pendant une très longue période encore.

Les effets de la démographie et d'autres mouvements qu'elle génère (notamment l'urbanisation) se font déjà pressants. La population d'âge actif (15 à 64 ans) devrait atteindre 65 millions de personnes en 2030 (54 % de la population totale), soit une augmentation de 62 % par rapport à 2016 (Fig. 2, Évolution des données démographiques et de l'emploi, 1998-2018

et projections, en milliers).

La croissance du potentiel de main-d'œuvre est alimentée par la jeunesse de la population et par une forte fécondité. Dans ces conditions, il aurait fallu créer 14,7 millions de nouveaux emplois entre 2016 et 2025, et 10,3 millions entre 2025 et 2030, soit un total de 25 millions d'emplois sur quatorze ans. Une telle capacité de création d'emplois ne peut être réalisée sans que l'économie se transforme radicalement par le jeu d'une productivité accrue. Comparé à d'autres pays africains et d'Asie du Sud-Est affichant des conditions initiales quasi similaires (Éthiopie, Nigeria, Botswana, Vietnam), la RDC est le seul pays qui affiche des parts négatives du taux de participation, de la composante démographique et du taux d'emploi.

Propres à une économie dominée par l'industrie minière qui a

tendance à créer des enclaves technologiques connectées à l'économie mondiale et qui n'exhibent que très peu d'effets d'entraînement en aval, ces caractéristiques ne favorisent pas la création massive d'emplois.

Dans l'état actuel des choses, les gains de productivité restent condamnés dans les secteurs qui les crée (le secteur minier).

Il en découle immanquablement une faible capacité d'emplois.

Les gains de productivité étant très faibles dans le secteur agricole, il est évident que la main-d'œuvre non employée dans les services se retrouve dans le secteur informel.

Les hordes de travailleurs venant gonfler les rangs d'un secteur informel peu productif créent des incitations à une urbanisation dont le rythme ne correspond pas à l'évolution du revenu par habitant.

Pour un pays qui est à l'entrée de la transi-

tion démographique, le Congo a un besoin urgent d'un changement structurel, seul susceptible de le sortir de cette situation peu reluisante.

Il n'est donc pas surprenant que le Président de la République ait classé la création de plus d'emplois au premier rang de ses engagements pour son deuxième mandat.

■ Notre ambition.

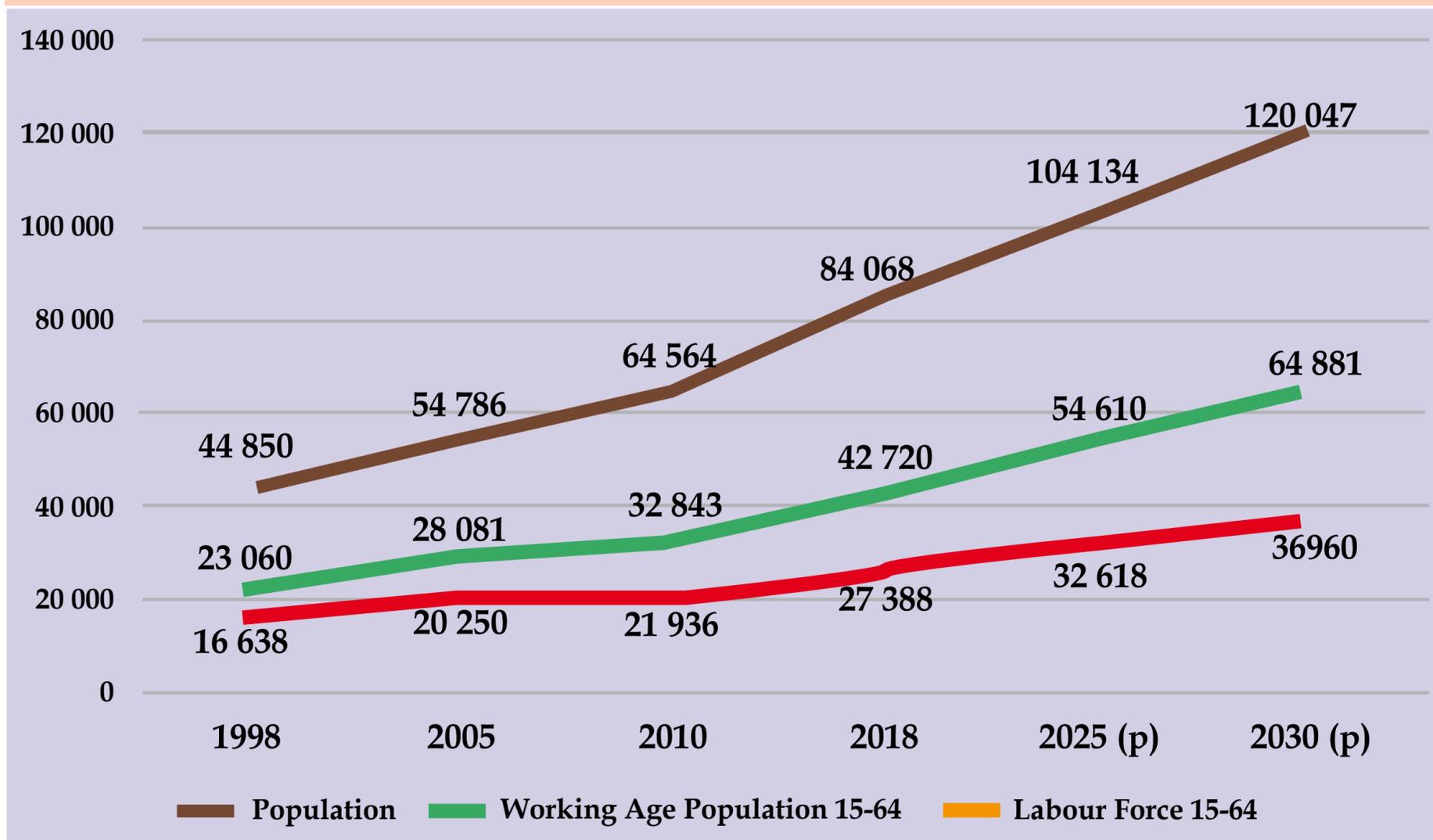
Dans l'ensemble, le revenu réel d'un Congolais ne s'est accru que de 0,7 % l'an sur la période 2016-2021, passant de 492,8 \$US en 2016 à 512,9 \$US en 2019 et 517,9 \$US en 2021. Or, la RDC aspire à devenir un Pays à Revenu Intermédiaire de la Tranche Inférieure, PRITI, à l'horizon 2030, ce qui se traduit par un Revenu National Disponible Brut, RNDB, réel par habitant plancher de 1.085 \$US.

Loin des polémiques politiques et de

(Suite en page 9).

Le système congolais est trop basé sur les mines

FIG. 2. ÉVOLUTION DES DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES ET DE L'EMPLOI, 1998-2018 ET PROJECTIONS (EN MILLIERS)



Source : Mukoko S. (2021), *Guérir le Congo du mal zaïrois*.

(Suite de la page 8).

spéculations de divers ordres, la question qui se pose à la RDC est celle de partir de 580 \$US aujourd'hui au seuil de 1.085 \$US à l'horizon 2030 ou 2035. La Guinée Conakry est rentrée dans la catégorie des PRITI en 2022, partant d'un RNDB réel par habitant de 480 \$US en 1994 à 1190 \$US en 2022. Lorsque l'on compare les deux pays, la RDC se trouve sur une trajectoire en-dessous de celle de la Guinée sur toute la période 1994-2022. Le Plan National Stratégique de Développement, PNSD, a fait de l'atteinte du statut de PRITI son objectif prioritaire. Les simulations faites dans le cadre des travaux d'élaboration du PNSD pour la période 2024-2028 montrent que la RDC doit se détacher des tendances actuelles qui la condamneraient à demeurer un

pays à faible revenu pour des décennies à venir. Le poids de notre démographie, la jeunesse de notre population, les menaces à nos portes, tout nous oblige à changer de sentier de développement. Le scénario de long terme préféré dans le PNSD postule que la RDC puisse tirer profit de la valorisation de ses ressources naturelles (développement des chaînes de valeurs minières, découverte de nouvelles mines, exploitation des blocs pétroliers et gazier, etc.), ce qui implique la nécessité de développer les infrastructures (transport, énergie, système d'eau et technologies de l'information et de la communication) et de transformer l'agriculture tout en demeurant attractif aux investissements directs étrangers pour jouir d'un taux de croissance annuel moyen de 10 %. Sur le graphique (Fig. 4. RDC : Simu-

lations du RDDB par habitant à l'horizon 2050), il apparaît qu'alors qu'un pays placé sur la trajectoire-type d'un PRITI africain devient un Pays à Revenu Intermédiaire de la Tranche Supérieure, PRITS, vers 2040, la RDC n'atteint le palier de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure que tardivement (en 2037) si elle garde son modèle économique actuel et un peu plus tôt si elle change de modèle. L'ambition de la RDC est donc clairement affichée. Elle n'est pas irréalisable. Elle impose toutefois des choix stratégiques majeurs. Ces choix stratégiques détermineront le sentier de croissance qui va nous sortir des pièges de la pauvreté et de la fragilité. Ne désespérons pas, ne nous contentons pas non plus d'espoirs vains. Répondons plutôt aux questions fondamentales

ci-après :
 ■ a. Comment développer le capital humain (éducation-formation-qualification) ?
 ■ b. Quel modèle de gestion durable des ressources naturelles la RDC entend-elle mettre en place au bénéfice de l'ensemble de la population ?
 ■ c. Comment structurer le territoire national au service du développement en créant des pôles de développement et en articulant les relations entre les villes et les campagnes ?
 ■ d. Quels grands équipements structurants, notamment les infrastructures de transport doivent être mis en place prioritairement pour améliorer l'attractivité du pays ?
 ■ e. Comment faire émerger en RDC des entreprises, publiques ou privées, capables de jouer dans la compétition internationale ?
 ■ f. Sur quels vecteurs la RDC peut-

elle construire son attractivité et différencier son output de ceux de ses concurrents dans la région ?
 ■ g. Comment la RDC peut-elle créer des effets de levier national à partir des corridors commerciaux dans les zones transfrontalières ?
 ■ h. Quelle stratégie adopter pour la défense et la promotion des intérêts vitaux de la RDC ?
 Ces questions touchent, respectivement, aux problématiques de la diversification de l'économie congolaise, de l'aménagement du territoire, du développement des infrastructures structurantes, du développement du capital humain, et de la sécurité nationale. Le PNSD 2024-2028 qui est censé être la boussole de l'action du gouvernement pour les cinq années à venir apporte des réponses précises pour sortir la RDC de son sentier de croissance actuel qui ne peut lui permettre

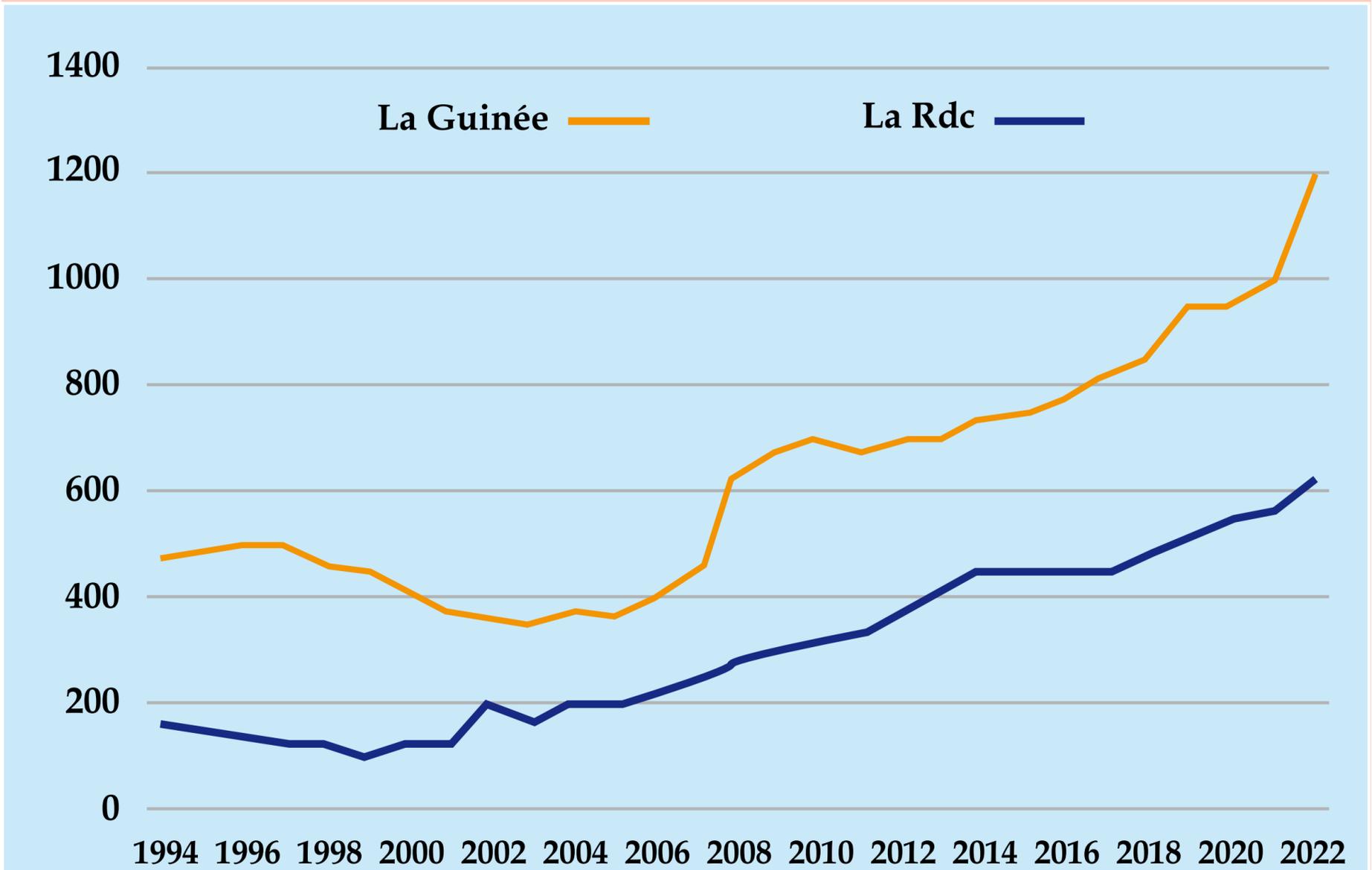
de devenir un Pays à Revenu Intermédiaire de la Tranche Inférieure, PRITI, à l'échéance convenue. Mais, il nous faut vaincre nos démons.
 ■ Nos démons. La RDC a engagé de nombreuses réformes depuis 2002. Ces réformes ont touché plusieurs domaines à la fois: le Code minier et le Code forestier, 2002; la révision du Code des investissements, 2002; la transformation des entreprises publiques, 2008; l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée, 2010; la réforme du Code des douanes, 2010; la refonte de la gestion des finances publiques, 2011; la passation des marchés publics, 2010; la libéralisation des secteurs des assurances, de l'électricité et de l'eau, 2014-2015. Le Code minier de 2002 ouvrit les concessions minières oisives à des investisseurs étrangers atti-

rés par les avantages offerts. Les lois sur les entreprises publiques de juillet 2008 posèrent le principe du désengagement de l'État des activités marchandes. Les entreprises publiques exerçant ces activités furent transformées en sociétés commerciales, ce qui devait permettre aux investisseurs privés d'acquérir des parts sociales ou d'obtenir des concessions d'exploitation sous différents types d'arrangement juridique. Les secteurs des assurances, de l'électricité, de l'eau furent libéralisés par les lois 15/005 du 17 mars 2015, 14/011 du 17 juin 2014, et 15/026 du 31 décembre 2015, respectivement. L'adhésion au Traité de l'OHADA (l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires qui compte 17 États membres,

(Suite en page 10).

Comment sortir le Congo des pièges de la pauvreté ?

FIG. 3 ÉVOLUTION COMPARÉE DU RNDB PAR HABITANT DE LA GUINÉE ET DE LA RDC



Source : RDC, Plan National Stratégique de Développement (PNSD).

(Suite de la page 9).

ndlr) permet de tourner la page du Décret du Roi-Souverain du 27 février 1887 relatif aux sociétés commerciales qui jusqu'en 2012 était la pièce maîtresse du droit des affaires au Congo. Par ailleurs, des efforts ont été accomplis pour simplifier les procédures de création des entreprises et de cession des propriétés. Cet impressionnant arsenal législatif n'a pas pu débarrasser la RDC des démons qui hantent la maison Congo. Ces démons sont :
a. Le coût élevé de la vie, alors que les revenus de la majorité des Congolais sont bas ;
b. La dépendance envers les importations des biens alimentaires ;
c. La séquestration des principales infrastructures publiques par l'État

alors que ses performances en la matière sont mauvaises ;
d. L'état infantile du système financier national ;
e. L'incomplétude des services au commerce extérieur (faiblesse des plateformes logistiques, coût élevé du commerce extérieur) ;
f. La multiplicité des taxes ;
g. La dollarisation avancée de l'économie nationale. À regarder de plus près, tous ces démons sont liés à la manière dont l'État exerce ou n'exerce pas son pouvoir régalien et de la manière dont le secteur privé contribue ou ne contribue pas à faire converger. Examinons deux de ces démons : le coût élevé de la vie et la faiblesse du tissu des infrastructures de base. Prenons le premier démon. La RDC est un pays cher, comparé à d'autres pays

africains qui s'approvisionnent auprès des mêmes fournisseurs des biens de grande consommation, notamment les biens alimentaires. Qu'est-ce que l'État impose à un importateur de biens alimentaires ?
 • Le droit de douane à l'importation ;
 • La redevance rémunératoire informatique ;
 • Les frais de manutention bateau-quai ;
 • La taxe sur la promotion de l'industrie ;
 • La commission OGEFREM ;
 • Les frais de contrôle OCC ;
 • Les frais de laboratoire OCC ;
 • La rétribution des partenaires de la DGDA ;
 • Les retenues ANAPI ;
 • La taxe sur les denrées alimentaires ;
 • Les charges de transit (stevedoring) ;
 • Les taxes provinciales ;
 • Les commissions CVM ;

• La commission LMC ;
 • Les honoraires du transitaire ;
 • Les frais bancaires. Tous ces prélèvements font passer le coût du bien alimentaire importé du simple au double avant même que l'importateur n'ait supporté le coût de transport entre le port de débarquement (ou la porte d'entrée sur le territoire national) et le lieu de vente des marchandises. Par ailleurs, à cause de la forme du secteur des transports et le fait que les conteneurs rentrent généralement vides, les tarifs de transport au kilomètre sont parmi les plus élevés, comparé à d'autres pays africains. Ainsi, par exemple, le tarif au km sur le segment Matadi-Kinshasa était de 10,31 \$US en 2013 comparé à une moyenne de 3 \$US pour les couloirs de commerce de

l'Afrique de l'Est et de l'Ouest et 1,4 \$US pour le corridor Maputo-Johannesburg. Cet exemple montre que l'État doit faire plus d'efforts pour alléger la structure des prix des biens de grande consommation de manière à protéger le pouvoir d'achat des Congolais. Le même effort est attendu de l'État en ce qui concerne la structure des prix des biens alimentaires locaux qui sont alourdis par plusieurs taxes provinciales et les nombreuses barrières le long des routes commerciales. Concernant le réseau de infrastructures, il faut rappeler que reconstruire l'économie congolaise passe inéluctablement par la reconstruction de l'espace national pour en faire un marché unique. Pendant la période coloniale, l'immense territoire de notre pays était économi-

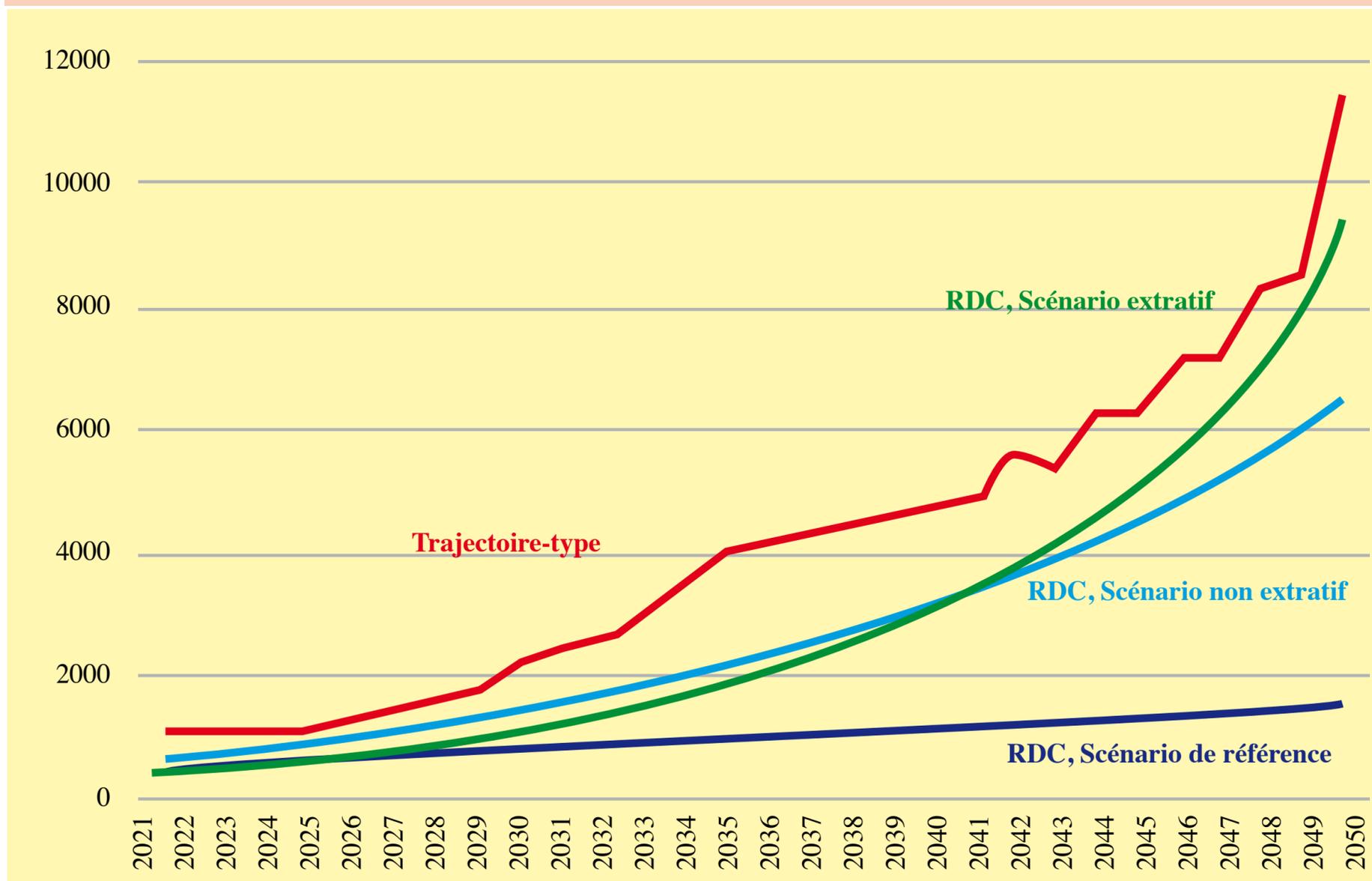
quement organisé. Ce schéma distinguait clairement deux grandes zones du Congo utile au sein desquelles étaient concentrées les activités économiques. Ces zones d'activités étaient tenues entre elles par un réseau de transport constitué de 5000 km de voies ferrées ne formant pas un réseau unique, le fleuve Congo, et un réseau de près de 150.000 km de routes rurales. La caractéristique la plus notable de ce schéma était la prééminence accordée à la voie nationale qui reliait le Katanga minier au port de Matadi à l'aide d'un réseau multimodal (voies ferrées, voies fluviales). Le schéma colonial s'est désintégré au gré des événements politiques, économiques et sociaux qui ont émaillé l'histoire de la RDC depuis l'accession à l'indépendance. Les rédac-

teurs du Schéma national d'aménagement du territoire édition 2004 ont estimé que ces événements ont laissé exploser les forces centrifuges sur les forces de concentration. Le fleuve Congo a cessé de jouer son rôle intégrateur. La voie nationale s'est brisée. Les guerres ont fini par connecter de larges zones du territoire national aux espaces économiques des pays voisins. La RDC est donc devenue un ensemble hétéroclite de marchés intérieurs aux dimensions inégales qui ne sont pas reliés entre eux de manière harmonieuse. Les rédacteurs du Schéma national d'aménagement du territoire notent : « Dans son état actuel, le système de transport ne contribue donc pas à la cohésion du pays et à la constitution de l'unité nationale. »

(Suite en page 11).

Créer les infrastructures qui vont créer les emplois

FIG. 4. RDC : SIMULATIONS DU RDDB PAR HABITANT À L'HORIZON 2050



Source : RDC, Plan National Stratégique de Développement (PNSD).

(Suite de la page 11).

Les complémentarités régionales ne peuvent s'exprimer que très difficilement alors que les liaisons avec l'extérieur, à l'Est et au Sud-est, sont considérablement facilitées par des réseaux routiers et ferroviaires en bon état de fonctionnement dans les pays voisins». (p. 15)

Les priorités du ministère de l'Économie nationale.

■ 1. Le redressement productif visant trois objectifs stratégiques:

- i. la sécurité alimentaire (autosuffisance en manioc, maïs, riz, haricot, poissons, volailles), en collaboration avec les ministères de l'Agriculture et de Pêche et Élevage ;
- ii. la transformation des produits locaux (chaînes de valeurs agricoles, minières), en colla-



Quand la dégradation des routes de desserte agricole est une réalité bloquant le trafic des marchandises d'un point à l'autre, l'objectif de la sécurité alimentaire devient inatteignable. DR.

boration avec le ministère de l'Industrie et PME;

■ iii. la diversification des exportations, en collaboration avec les ministères du Commerce Extérieur et de l'Industrie et PME.

■ 2. La levée des entraves à l'amélioration du pouvoir d'achat grâce au démantèlement de certains prélèvements sur le commerce (extérieur et intérieur) et d'autres barrières au commerce.

■ 3. L'économie informelle. Il s'agit de la transition de Très Petites Unités informelles vers des entreprises formalisées. En collabora-

tion avec le ministère de l'Industrie et PME, le ministère de l'Économie nationale donnera une forme précise à cette niche d'emplois considérée dans le programme électoral du Chef de l'État comme l'un des principaux viviers d'emploi.

■ 4. Le financement de l'économie. L'économie congolaise ne peut se développer sensiblement que grâce à un secteur financier mature composé de tous les segments nécessaires et reposant sur des institutions financières capables de soutenir la politique nationale de développement.

En collaboration avec le ministère des Finances et la Banque Centrale du Congo, le ministère de l'économie nationale jouera activement le rôle qui lui revient pour que l'accès au financement soit allégé pour la plupart des producteurs nationaux des biens et services ■

RVA-SA. COMPTE DE RÉSULTAT EN CDF AU 31 DÉCEMBRE 2023 COMPARÉ À L'EXERCICE 2022

Réf.	LIBELLES	Note	Exercice 2023	Exercice 2022	
TA	Ventes de marchandises	A	21	1 255 100 441,06	997 698 420,30
RA	Achats de marchandises		22	- 1 000 171 402,81	- 410 741 500,70
RB	Variation de stocks		6	26 244 513,60	6 353 577,18
XA	MARGE COMMERCIAL (Somme TA à RB)			281 173 551,85	593 310 496,78
TB	Ventes des produits fabriqués	B	21	692 042 999,27	576 335 503,70
TC	Travaux, services vendus	C	21	267 487 204 860,48	184 407 309 124,04
TD	Produits accessoires	D	21	39 959 219 117,05	31 090 966 128,59
XB	CHIFFRE D'AFFAIRES (A+B+C+D)			309 393 567 417,86	217 072 309 176,63
TE	Production stockée (ou déstockée)		6	-	-
TF	Production immobilisée		21	14 408 505,00	34 749 045,00
TG	Subvention d'exploitation		21	1 147 640 100,00	478 414 855,00
TH	Autres produits		21	108 894 839 872,96	140 220 070 747,31
TI	Transferts de charges d'exploitation		12	1 794 807 328,32	1 233 673 668,82
RC	Achats de matières premières et fournitures liées		22	- 478 959 376,00	- 338 884 790,00
RD	Variation de stocks		6	2 163 090,59	- 447 863,79
RE	Autres achats		22	- 27 283 575 589,07	- 21 340 444 023,65
RF	Variation de stocks		6	1 109 411 262,28	300 613 933,18
RG	Transports		23	- 2 798 737 432,84	- 2 078 722 095,92
RH	Services extérieurs		24	- 44 322 453 242,21	- 35 953 315 986,36
RI	Impôts et taxes		25	- 6 978 571 014,38	- 6 978 571 014,38
RJ	Autres charges		26	- 117 524 298 783,67	- 102 375 988 64,52
XC	VALEUR AJOUTÉE (XB+RA+RB)+(Somme TE à RJ)			220 719 377 760,13	189 869 069 087,80
RK	Charges de personnel		27	- 190 697 943 342,14	- 156 091 139 426,41
XD	EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (XC+RK)		28	30 021 434 417,99	33 777 929 661,39
TJ	Reprises d'amortissements, de provisions et de dépréciation		28	186 861 528 041,43	92 141 798 651,10
RL	Dotation aux amortissements et aux provisions		3C & 28	- 461 138 978 170,05	- 335 287 826 334,83
XE	RÉSULTAT D'EXPLOITATION (XD+TJ+RL)			- 244 256 015 710,63	- 209 368 098 022,34
TK	Revenus financiers et assimilés		29	18 093 169 353,51	6 330 152 296,74
TL	Reprises de provisions et dépréciations financières		28	47 704 988 009,65	52 580 536 829,53
TM	Transferts de charges financières		12	-	-
RM	Frais financiers et charges assimilés		29	- 20 979 236 734,51	- 46 081 414 657,84
RN	Donation aux provisions et aux dépréciations financières		3C & 28	- 98 112 400 486,40	- 47 704 988 009,65
XF	RÉSULTAT FINANCIER (Somme TK à RN)			- 53 293 479 857,75	- 34 875 713 541,22
XG	RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES (XE+XF)			- 297 549 495 568,38	- 244 243 811 563,56
TN	Produits des cessions d'immobilisations		3D	596 146 843,95	12 537 286 221,50
TO	Autres produits HAO		30	88 366 354 012,67	150 515 455,65
RO	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations		3D	- 208 000,00	- 929 594 953,13
RP	Autres charges HAO		30	- 34 682 268,00	- 1 372 098 712,87
XH	RÉSULTAT HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (TN à RP)			88 927 610 588,62	10 386 108 011,15
RQ	Participations des travailleurs		30	-	-
RS	Impôts sur le résultat		37	- 3 167 618 556,61	- 2 142 419 270,17
XI	RÉSULTAT NET (XG+XH+RQ+RS)			- 211 789 503 536,37	- 236 000 122 822,58

TABLEAU DES FLUX EN TRÉSORERIE EN CDF

Réf	LIBELLES	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
ZA	Trésorerie nette au 1^{er} janvier	38 083 228 117,86	21 320 406 750,17
FA	Capacité d'Autofinancement Globale (CAFG)	43 515 315 603,11	- 9 337 335 227,10
FB	- Actif Circulant H.A.O.		- 5 748 024,70
FC	- Variation des Stocks	- 1 166 230 300,80	- 304 855 390,80
FD	Variation des créances	- 119 908 101 343,40	- 73 997 452 085,22
FE	+ Variation du passif circulant	93 630 656 164,60	105 981 688 621,52
	Variation du BF lié aux activités opérationnelles (FB+FC+FD+FE)		
ZB	Flux de Trésorerie provenant des activités opérationnelles (FA à FE)	16 071 549 123,51	22 336 297 893,70
FF	Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements		- 276 753 680 ,00
FG	- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	- 884 200 432,07	- 4 769 298 221,00
FH	- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	- 430 399 400,00	- 531 468 604,91
FI	+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorp et corp	363 821 470,00	12 537 286 221,50
FJ	+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	49 727 523,30	30 687 967,40
ZC	Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements (FF à FJ)	- 901 050 838 ,77	6 990 453 682,99
	(Flux de trésorerie provenant des activités du financement par les capitaux propres)		
FK	+ Augmentations de capital par apport nouveau		
FL	+ Subventions d'investissement reçues		
FM	- Prélèvements sur le capital		
FN	- Dividendes versées		
ZD	Flux de Trésorerie provenant des capitaux propres (FK à FN)	-	-
FO	Trésorerie provenant des activités du financement par les capitaux étrangers		
FP	+ Emprunts	125 725 239,10	143 723 656,00
FQ	+ Autres dettes financières		
FQ	- Remboursements des emprunts et autres dettes financières	- 11 602 351 113,00	- 12 707 653 865,00
ZE	Trésorerie provenant des activités du financement par les capitaux étrangers (FO à FQ)	- 11 476 625 873,90	- 12 563 930 209,00
ZF	Flux de trésorerie provenant des activités du financement (D+E)	- 11 476 625 873,90	- 12 563 930 209,00
ZG	Variation de la trésorerie nette de la période (B+C+F)	3 693 872 410,84	16 762 821 367,69
ZH	Trésorerie au 31 décembre (G+A)	41 777 100 528,70	38 083 228 117,86

international

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUÏE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

Comme il y a vieillir et vieillir

C'est un processus inévitable.

Quels que soient vos efforts, vous, moi et tous ceux qui nous entourent vieilliront. Mais nous ne vieillissons pas tous de la même manière.

Cela explique pourquoi certains êtres humains, même s'ils ont le même âge, peuvent présenter des caractéristiques de vieillissement différentes.

Les scientifiques pensent que c'est parce qu'il existe différents modèles biologiques qui déterminent la vitesse à laquelle chacun d'entre nous vieillit. Les scientifiques appellent ces modèles des « ageotypes ». Qu'est-ce qu'ils sont, comment affectent-ils votre santé et pourquoi peut-il être bénéfique d'identifier les vôtres ?

CLASSIFICATION DES ÂGEOTYPES.

L'un des chercheurs pionniers dans ce domaine est le célèbre biologiste Michael Snyder, chef du département de génétique de l'université de Stanford, aux États-Unis. En 2020, Snyder et son équipe de scientifiques ont établi le profil d'un groupe de 43 hommes et femmes en bonne santé, âgés de 34 à 68 ans, dont la biologie moléculaire a été mesurée au moins cinq fois sur une période de deux ans.

À l'aide d'échantillons de sang, de selles et autres, l'étude a permis de suivre les niveaux de certains microbes et molécules biologiques, tels que les protéines, les métabolites et les lipides présents chez les participants à l'étude.

« Il s'agit de schémas de vieillissement. Nous vieillissons tous de manière différente. Chez certaines personnes, le



Comment expliquer que certains êtres humains, même s'ils ont le même âge, peuvent présenter des caractéristiques de vieillissement différentes ? DR.

système immunitaire vieillit plus vite, chez d'autres, ce sont les reins ou le système métabolique qui vieillissent le plus vite, et ainsi de suite », explique M. Snyder à BBC Mundo. « Dans chaque cas, il s'agit d'organes différents ou d'ensembles différents de systèmes d'organes. Tout comme lorsqu'une voiture vieillit, différentes pièces s'usent à des rythmes différents - le moteur, la batterie, le châssis. Il en va de même pour notre corps », ajoute-t-il. Les recherches de M. Snyder et de son équipe ont permis d'identifier quatre principaux types d'âge :

1. métabolique : cela se produit lorsque le métabolisme - responsable de la transformation des aliments en énergie et de l'élimination des substances toxiques, entre autres - vieillit plus vite que les autres fonctions de l'organisme. Lorsque le métabolisme est endommagé, cela entraîne des problèmes tels que l'obésité, les maladies cardiaques et d'autres troubles, y compris le diabète.

2. immunologique :

lorsque le système immunitaire présente des signes plus marqués de vieillissement. S'il commence à faiblir, l'organisme perd sa capacité à lutter contre les germes envahissants, tels que les infections et autres maladies. Selon l'étude de Snyder, cela pourrait conduire à des niveaux plus élevés d'inflammation ou de maladies à médiation immunitaire.

3. Hépatique : cet âge est lié au vieillissement du foie, qui est principalement responsable de la transformation des nutriments et du filtrage des toxines nocives de l'organisme. Si le foie ne fonctionne pas correctement, des maladies hépatiques telles que la cirrhose peuvent survenir.

4. Néphrotique : se produit lorsque la fonction rénale montre des signes de vieillissement. Les reins contribuent à filtrer et à équilibrer les liquides de l'organisme (en les évacuant par l'urine), à réguler la pression artérielle et à stimuler la moelle osseuse pour qu'elle produise des globules rouges, entre autres choses.

S'ils montrent des signes de vieillissement, ils peuvent cesser de filtrer les liquides nocifs, provoquer des modifications de la pression artérielle ou des déséquilibres en minéraux essentiels.

MAIS CE N'EST PAS TOUT.

Michael Snyder explique que ces quatre ageotypes ne sont « qu'un début ». « Nous savons maintenant qu'il en existe beaucoup d'autres », déclare le chercheur, qui cite en exemple le cardiovasculaire, directement lié à un cœur biologiquement plus âgé que les autres organes, et le stress oxydatif, qui se produit lorsque des composés inutiles à la vie sont produits dans notre corps et que, par conséquent, la fonctionnalité de la membrane cellulaire est altérée. Selon le magazine scientifique et technologique New Scientist, à la suite de l'étude de Snyder et de son équipe, d'autres scientifiques ont élargi la gamme des ageotypes. Kalliopi Gkouskou, biologiste à l'université d'Athènes en Grèce, est l'un d'entre eux. En février de l'année dernière, elle a publié

avec d'autres scientifiques une étude affirmant que d'autres modèles de vieillissement sont liés à un « dysfonctionnement du cerveau » et du système nerveux. Ce faisant, les chercheurs ont cherché à savoir ce qui arrive réellement au corps humain lorsqu'il vieillit.

Et ils ont trouvé une réponse : les gens suivent certaines voies biologiques qui déterminent quelles parties de leur corps vieillissent plus tôt et quelles parties vieillissent plus tard. C'est là qu'interviennent les « ageotypes ». Brian Kennedy, du département de biochimie de l'université nationale de Singapour, a fait valoir un point de vue similaire.

Notre étude montre qu'il peut y avoir plusieurs « horloges » dans l'ensemble du système : les moteurs systémiques du vieillissement se chevauchent avec des contreparties spécifiques aux organes/tissus, suggère sa recherche publiée en 2022, qui a porté sur plus de 4.000 volontaires.

Kennedy a ajouté d'autres modèles de vieillissement à la

liste de Snyder : le système cardiovasculaire, la condition physique, les hormones sexuelles, la peau et le microbiome intestinal. Ceci étant dit, il convient de noter que les catégories d'âge ne s'excluent pas l'une l'autre. En d'autres termes, une personne peut être classée dans deux ou plusieurs catégories d'âge.

« Un ageotype métabolique peut aussi être un ageotype immunologique », souligne l'étude de Snyder. De plus, le vieillissement d'une partie du corps peut entraîner une autre, car elles ne vieillissent pas toujours de manière isolée. Par exemple, si le système cardiovasculaire vieillit plus vite, la personne concernée risque d'avoir plus de problèmes au niveau des reins, des muscles ou des os. Pour le chercheur de l'université de Stanford, le plus important dans sa découverte est qu'elle « montre qu'il est possible d'améliorer la façon dont nous vieillissons ».

« Le fait de savoir quelles parties vieillissent plus vite permet de se concentrer

et de travailler sur ces zones. Si vous faites partie du groupe de l'âge métabolique, surveillez votre alimentation ; si vous faites partie du groupe du stress oxydatif, prenez plus d'antioxydants, ou du groupe immunitaire, renforcez votre système immunitaire ». En effet, dans le cadre de ses recherches, certaines personnes ont montré une diminution de leurs marqueurs de vieillissement. Selon le biologiste, cela peut s'expliquer par des changements dans le mode de vie des participants.

« Parmi ceux qui ont vu leur taux d'hémoglobine A1c diminuer, beaucoup avaient perdu du poids et l'un d'entre eux avait modifié son régime alimentaire. Certains de ceux qui ont vu leur taux de créatine diminuer, ce

qui indique une amélioration de la fonction rénale, prenaient des statines (médicaments hypocholestérolémiants) », explique le département de génétique de l'université de Stanford. Inés Moreno González, chercheuse au département de biologie cellulaire et de génétique de l'université de Malaga, est du même avis.

« Si quelqu'un peut prédire ou diagnostiquer certaines maladies très tôt, cela nous aiderait évidemment à mettre au point des traitements ou des thérapies personnalisés », explique-t-elle.

« Il est très intéressant de savoir à quel type d'âge on appartient. Ces profils sont probablement déterminés par la génétique, mais aussi par des facteurs intrinsèques à notre vie, des agents externes, comme la quantité de sport que vous pratiquez ou votre qualité de vie », ajoute-t-il. Les scientifiques espèrent que toutes ces découvertes nous aideront à faire face à la vieillesse.

Et si nous ne pouvons pas la ralentir, nous pouvons peut-être nous préparer à mieux la gérer.

On s'embrasse lèvres contre lèvres, pourquoi ?

Ce qui est important dans le baiser lèvres contre lèvres et dans les autres types de baisers, c'est que ce moment permet de partager des informations intimes sur l'autre. S'embrasser en pressant les lèvres l'une contre l'autre est un comportement presque exclusivement humain.

Pourquoi les humains s'embrassent lèvres contre lèvres? L'une des idées est que les bébés ont un penchant inné pour le toucher des lèvres: dès l'allaitement, nous associons nos lèvres à des renforcements positifs.

BAISERS TOUJOURS PRÉSENTS.

Il est suggéré que nous sommes spécifiquement adaptés



Ce moment qui permet de partager des informations intimes sur l'autre. DR.

pour aimer les baisers lèvres contre lèvres parce que, dans notre passé évolutif, après le sevrage, nos mères mâchaient notre nourriture pour nous, puis la transféraient dans notre bouche - un processus appelé transfert de nourri-

ture prémastication et un comportement connu chez nos parents simiesques. « Plus vous portez de vêtements, plus la fréquence des baisers est élevée, explique le professeur William Jankowiak, anthropologue, moins vous portez de vêtements,

moins les baisers sont fréquents ». « Moins on porte de vêtements, moins on s'embrasse. L'exception intéressante est que les chasseurs et les cueilleurs ne s'embrassent pas. À une exception près : les Inuits de la zone arctique. C'est le seul

groupe de chasseurs-cueilleurs chez qui nous avons trouvé un baiser - le fameux baiser océanique où ils se frottent le nez. Ce n'est pas le cas, ils frottent simplement leur bouche sur celle de l'autre ». « Dans tous les autres endroits où il y a

des chasseurs et des cueilleurs, ils ne portent pas de vêtements. Cela signifie qu'ils peuvent avoir une rencontre sensuelle avec n'importe quelle partie du corps », poursuit M. Jankowiak.

« Je pense que la clé est que la sensualité des gens peut être rencontrée de bien d'autres façons que par le simple baiser », explique le professeur. « Mais il est intéressant de noter qu'il y a un schéma fort : plus la complexité sociale est grande, plus vous trouvez souvent des baisers ». Sur les îles Trobriand, au large de la côte est de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les amoureux s'embrassent en s'asseyant face à face et en grignotant les cils les uns des autres. « Ce qui, je pense, pour beaucoup d'entre nous aujourd'hui, ne ressemble pas au comble de l'amour, mais pour eux qui

ont fait l'affaire », dit Kirshenbaum.

Elle ajoute : « Tout cela implique un sentiment de confiance - pour se rapprocher d'une autre personne - et sert un but pour nous rapprocher des personnes qui nous sont chères ».

Continuerons-nous donc à nous embrasser - et pourquoi certaines cultures ne s'en soucient-elles pas ? « Nous avons vu des baisers surgir et disparaître dans le monde pour diverses raisons - de la maladie ; il y avait des empereurs qui interdisaient les baisers parmi leur peuple parce qu'ils ne pensaient pas que c'était un privilège qu'ils devaient avoir », dit Kirshenbaum.

« Mais une chose sur laquelle on peut compter, et que nous voyons encore et encore, c'est que malgré les proclamations où c'est interdit ; malgré la maladie, (les baisers) reviennent toujours ».

Sait-on que crier et frapper n'aide pas à évacuer la colère ?

Et c'est là que vous ne vous sentez pas capable d'affronter n'importe quelle personne ou chose qui croise votre chemin. Avaler tout cela ne peut pas être une bonne chose... n'est-ce pas ? Il vaut mieux s'en débarrasser... c'est cathartique... c'est même utile. Il s'avère que ce n'est pas le cas.

« Il existe un mythe répandu selon lequel évacuer sa colère est un moyen productif de la gérer », selon le Dr Sophie Kjærvi, auteur principal d'une méta-analyse de 154 études sur la colère impliquant plus de 10.000 participants. Ces travaux, a-t-elle expliqué dans une interview à Ohio State News, ont été inspirés en partie par la popularité croissante des salles de colère qui encouragent à cas-

ser des objets (tels que du verre, des assiettes et des appareils électroniques) pour surmonter les sentiments de rage. « Exprimer sa colère fait du bien sur le moment, mais à long terme, cela rend plus furieux et plus agressif », a-t-il déclaré.

LA THÉORIE DE LA CATHARSIS

Kjærvi et son coauteur Brad J. Bushman, tous deux de l'université d'État de l'Ohio, États-Unis, ont effectué des recherches approfondies sur les causes et les conséquences de l'agression humaine. Comme ils le soulignent dans cette méta-analyse, « parce que la colère peut avoir de nombreuses conséquences négatives, elle est largement considérée comme un problème et une émotion qui doit être régulée ». Sur le plan personnel, elle est source d'inconfort, on veut donc s'en débarrasser, mais on ne dis-

pose pas toujours de techniques efficaces pour contrôler ces états d'âme. « Il y a donc un grand besoin d'identifier des stratégies efficaces pour réduire et gérer la colère », affirment les auteurs, qui ont publié leurs résultats dans la revue *Clinical Psychology Review*. Et la plus remarquable est celle qui a démolie le mythe selon lequel exploser est une bonne chose. « Je pense qu'il est très important de détruire le mythe selon lequel il faut se défouler si l'on est en colère », a souligné M. Bushman lors d'une interview accordée à Ohio State News. « Exprimer sa colère peut sembler une bonne idée, mais il n'y a pas la moindre preuve scientifique à l'appui de la théorie de la catharsis ». De plus, ils ont constaté que le fait d'évacuer agressivement la colère pour la soulager est souvent contre-productif, l'intensifiant

et la prolongeant. Le verdict est donc clair : il ne s'agit pas d'une étape souhaitable vers un traitement sain des émotions. Et comme l'indique l'étude, il s'agit d'une « émotion désagréable dont la plupart des gens veulent se débarrasser » et que « de toutes les émotions désagréables, c'est aussi la plus difficile à réguler », il est indispensable de trouver la meilleure façon de la gérer. La méta-analyse souligne également que de nombreuses personnes tentent d'exorciser la colère par l'exercice physique. Or, si cela peut être bénéfique pour la santé, cela n'améliore pas l'humeur sur le moment, mais l'aggrave. On dirait que c'est peut-être une bonne idée de taper dans un sac de frappe ou d'aller faire du jogging ou de la course à pied pour se débarrasser de toute cette énergie négative, non ? Eh bien,

ce n'est pas le cas. En fait, il y a très peu de preuves que le fait de mettre des gants de boxe ou d'aller courir soit efficace. En fait, cela peut même aggraver la situation. Ce qui se passe, explique Kjærvi, c'est que « la colère est une émotion associée à une forte excitation physiologique ». « Cela signifie que votre rythme cardiaque s'accélère, que votre tension artérielle est élevée et que votre rythme respiratoire s'accélère. « Si vous faites des activités qui ont les mêmes effets sur votre corps, vous alimentez la colère. Vous ajoutez de l'huile sur le feu », a déclaré le psychologue, aujourd'hui chercheur postdoctoral à la Virginia Commonwealth University. Ainsi, malgré les idées reçues, la boxe ou la course à pied ne sont pas des stratégies efficaces, car elles augmentent les niveaux d'excitation et finissent par

se retourner contre vous. Pour faire simple, les techniques d'apaisement sont les meilleures. Tout ce qui réduit l'excitation physiologique vaut la peine d'être essayé, qu'il s'agisse de la méditation, de la pleine conscience ou du yoga, ou simplement de prendre un moment pour respirer ou compter jusqu'à 10. Par ailleurs, tous les exercices physiques n'ont pas le même effet. « Toutes les formes d'activité physique ne sont pas mauvaises en ce qui concerne la colère », a déclaré M. Kjærvi. « D'après notre méta-analyse, les sports de balle et les cours d'éducation physique sont en fait bénéfiques pour réduire la colère. « Nous pensons que c'est parce qu'ils introduisent un aspect ludique, qui induit des émotions positives, telles que le bonheur et la joie. « Il y a aussi un aspect social, car on interagit avec

d'autres personnes et on reçoit peut-être même des commentaires positifs de la part de l'entraîneur ». En revanche, « nous pensons que le jogging a un effet négatif parce qu'il est plus monotone, plus ennuyeux pour de nombreuses personnes ». « Comme il s'agit d'un mouvement répétitif, vous avez le temps de ruminer votre colère et d'y réfléchir davantage. « Cela peut vous mettre encore plus en colère. Les résultats ont été remarquablement cohérents dans tous les pays étudiés, dans toutes les cultures, tous les sexes, toutes les races, et même parmi les personnes incarcérées ou en liberté. En substance, le fait d'évacuer sa colère pour faire face à la situation risque davantage de vous irriter que de vous calmer. Il ne semble donc pas que ce soit la meilleure stratégie, même si elle est tentante.

Les Jeep dominant les 4x4 tout-terrain



S'il peut être difficile de choisir le ou les meilleurs 4x4 tout-terrain disponibles en 2024, nul doute que Jeep en assure la domination. DR.

Recherchez-vous les meilleurs 4x4 tout-terrain disponibles en 2024 ? Les représentants dans cette catégorie sont nombreux et il peut être difficile de choisir le ou les meilleurs modèles. Domination cependant des Jeep.

Qui dit meilleur 4x4 pense invariablement VUS Jeep. En effet, les prouesses hors route de ces véhicules ne sont plus à prouver et toute la gamme Jeep dispose de compétences tout-terrain exceptionnelles et bien souvent en tête de catégorie. Rien d'étonnant donc à ce qu'on en retrouve dans ce top 3 des meilleurs tout-terrain sur le marché ! Un aperçu des caractéristiques et des compétences du Jeep Grand Cherokee, du Jeep Wrangler et de son rival, le Ford Bronco.

Jeep Grand Cherokee. VUS intermédiaire haut de gamme et performant, le Jeep Grand Cherokee vous séduira avec sa silhouette qui impose le respect, partout où il passe. Son habitacle luxueux, ses nombreuses technologies de même que sa longue liste d'équipement le rendent irrésistible aux yeux des acheteurs, et ce, de-



puis plus de 30 ans ! De plus, vous pourrez faire votre choix parmi les modèles standards, mais aussi les versions allongées (L) qui offrent 3 rangées de sièges, et les modèles hybrides rechargeables (4 xe). Le généreux volume utilitaire du Grand Cherokee, variant entre 487 et 2395 litres selon la version choisie, lui confère également un gros avantage, tout comme ses performantes motorisations : un V6 3,6 litres de 293 chevaux ; un V8 5,7 litres de 357 chevaux ; un

4 cylindres turbo jumelé à 2 moteurs électriques, pour 375 chevaux nets. Ces motorisations vous permettront de remorquer entre 6000 et 7200 livres selon le modèle, ce qui le place en tête de catégorie ; de plus, ses performants systèmes 4x4 de même que le système de gestion de la motricité Selec-Terrain (option) proposent différents modes de conduite, à savoir auto, sport, rock, neige ou boue/sable, ce qui vous permettra de circuler aisément, peu importe

le type de route sur lequel vous circulez. Prix de vente à partir de: 58,270 \$US.

Ford Bronco. Rival du populaire Jeep Wrangler, le Ford Bronco propose 3 différentes motorisations : un 4 cylindres 2,3 litres EcoBoost de 275 chevaux ; un V6 2,7 litres biturbo de 315 chevaux ; un V6 EcoBoost 3,0 litres de 406 chevaux. Les versions munies d'un 4 cylindres peuvent être équipées d'une boîte manuelle ou d'une boîte automatique

à 10 rapports ; seule cette dernière option est proposée pour les moteurs V6. Véritable VUS tout-terrain, le Bronco est en mesure de circuler sur les pistes les plus difficiles, grâce à sa garde au sol variant entre 21,1 et 33 centimètres ; celle-ci lui permet d'offrir une capacité de passage à gué de 85 à 94 centimètres. Selon le modèle, le Bronco pourra remorquer entre 3500 et 4500 livres, en plus de proposer un treuil d'une capacité de 10.000 livres. Prix de vente à partir

de: 49,765 \$US.

Jeep Wrangler. Depuis plus de 8 décennies, le Jeep Wrangler fait la pluie et le beau temps dans sa catégorie, en offrant des VUS aux performances tout-terrain spectaculaires, un nombre impressionnant de versions de même qu'une foule de commodités et de technologies, sans oublier des modèles hybrides rechargeables ! Mais peu importe quel Wrangler vous choisirez, vous êtes assurés de vous retrouver au volant

d'un VUS Jeep aux compétences hors route indéniables et qui vous mènera partout où vous voulez aller. Côté motorisations, vous aurez le choix entre : un 4 cylindres 2,0 L turbo de 270 chevaux ; un V6 3,6 L de 285 chevaux ; un V8 6,4 L de 470 chevaux (Wrangler Rubicon 392 seulement). Une motorisation hybride rechargeable de 375 chevaux (4 xe), offrant une autonomie 100 % électrique de 35 kilomètres. Les modèles Jeep Wrangler 2 portes peuvent remorquer jusqu'à 2000 livres ; en revanche, si vous optez pour un Wrangler 4 portes, cette capacité passe alors à 3500 livres, ce qui inclut les modèles à essence et 4 xe. De plus, le Wrangler Rubicon est capable de remorquer jusqu'à 5000 livres, s'il est équipé adéquatement ; vous pourrez aussi profiter d'un treuil d'une capacité de 8000 livres. Enfin, tous les Jeep Wrangler disposent d'une capacité de passage à gué maximale de 85 centimètres et d'une garde au sol de 32,7 centimètres, sans oublier ses performants systèmes 4x4 qui vous permettront de circuler en toute sécurité, peu importe le type de route sur lequel vous vous trouvez. Prix de vente à l'achat au comptant est de 46 089,25 \$US.



Prendre du temps c'est la clé

Nul doute, l'orgasme féminin reste un mystère.

On a beaucoup écrit sur ce sentiment de plaisir intense chez les femmes. Cependant, tout le monde n'en fait pas l'expérience. Certains avouent même n'en avoir jamais ressenti. De nombreux facteurs influencent l'orgasme, qu'ils soient psychologiques ou émotionnels, physiques ou hormonaux.

Si la femme a vécu dans le passé une situation traumatisante qui la bloque dans ses relations sexuelles, il est recommandé qu'elle puisse partager avec son partenaire ou son amant ce qu'elle ressent afin qu'elle puisse être comprise et soutenue. Mais si c'est quelque chose que vous ne voulez pas ou ne pouvez pas faire, il est important que vous recherchiez une aide spécialisée pour pouvoir faire face au traumatisme et rechercher votre bien-être. Il est essentiel qu'elle puisse en parler et qu'elle puisse bénéficier d'une assistance professionnelle axée sur elle. «Dans ce type de situation, il faut faire beaucoup de travail individuel. C'est très délicat car la situation que vous avez vécue peut vous causer beaucoup de honte ou de peur et, dans certains milieux, elle peut vous amener à être rejeté», explique Héctor Galván, directeur, clinicien à l'Institut de psychologie et sexologie de Madrid. «Il y a des femmes qui (à cause d'un traumatisme) évitent de se masturber et, en fait, inhibent complètement le désir sexuel». «Il faut l'amener à se réconcilier avec la sexualité de manière très progressive, en laissant un peu le sexuel de côté pour qu'il s'habitue au contact physique avec son propre corps et, petit à petit, qu'il se rapproche du plaisir



Des facteurs psychologiques, émotionnels, physiques et hormonaux influencent l'orgasme mais prendre du temps pour cette relation. DR.

sexuel individuellement et lorsque cela est déjà bien établi, rapprocher le couple», poursuit la psychologue clinicienne. Il est important que ce soit elle qui décide quand et quelle quantité d'informations sur ce qui lui est arrivé elle souhaite partager avec une autre personne. Quand une femme arrive à ce point de blocage et est gênée d'expliquer ce qui s'est passé, il est préférable qu'elle dise à son partenaire qu'il lui est difficile de perdre ses inhibitions et qu'elle aimerait travailler individuellement sur la question sexuelle sans entrer dans les détails. Plus tard, le thérapeute travaille avec lui sur le problème en toute confidentialité. «L'idéal serait de pouvoir en parler ouvertement avec son partenaire, mais il vaut mieux qu'une personne préfère se réserver une petite partie de son monde intime, mais pouvoir améliorer sa vie sexuelle avec son partenaire, plutôt que de ne jamais le faire», explique le sexologue.

ÊTRE PRESSÉ ET STRESSÉ.

Bien que Galván ait eu dans sa consultation des femmes qui ont des difficultés à atteindre l'orgasme en raison de leur pudeur ou de sentiments de culpabilité enracinés dans une éducation très conservatrice, il souligne qu'elles

constituent le plus petit nombre de cas. L'un des principaux facteurs qu'il a observé chez les patients qu'il a traités est le stress avec lequel ils arrivent à la relation sexuelle. «Pour que le corps atteigne facilement l'orgasme, il faut un degré de relaxation assez élevé», explique le médecin. «Le corps peut ressentir du désir et de l'excitation (qui sont les deux phases précédentes de l'orgasme) avec un certain niveau de stress et de fatigue, mais la phase finale de l'orgasme nécessite que nous soyons détendus». Et, en partie, ce stress est dû au rythme de vie de nombreuses personnes, avec des emplois exigeants, des horaires à respecter, des jours de travail loin de chez eux, dans certains cas avec des enfants à charge. Bien que dans ces situations certaines femmes puissent être tentées de simuler un orgasme non seulement pour que la relation sexuelle ne dure pas trop longtemps mais aussi pour ne pas blesser l'ego de leur partenaire sexuel, la psychologue clinicienne recommande de ne pas le faire. Il est conseillé de parler et de présenter la situation comme quelque chose à améliorer. Reste silencieux. Peut-être devrions-nous partir du slogan selon lequel, dans une relation sexuelle, personne ne peut

deviner exactement ce que ressent l'autre personne. Évidemment, vous pouvez lire les gestes et les sons, mais l'idéal est de donner un feedback. «Beaucoup de personnes ont du mal au cours des relations à orienter le couple, à demander certains changements, certains ajustements, dans la pratique sexuelle», explique la sexologue. «En consultation on peut rencontrer une femme qui nous explique que lorsqu'elle est sur le point d'atteindre l'orgasme, le partenaire change de rythme ou se retire de la pénétration, mais elle ne le lui a jamais dit». Pour cette raison, souligne le spécialiste, un objectif important du traitement est de normaliser la communication non seulement avant et après le rapport sexuel, mais aussi pendant. «Il y a des femmes qui commencent par la stimulation de leur partenaire et aiment atteindre l'orgasme jusqu'au bout en se stimulant elles-mêmes», Héctor Galván. «Ils doivent être conscients que le partenaire ne peut pas deviner quelles sensations physiques ils éprouvent et ce dont ils ont besoin pour atteindre l'orgasme». Un autre facteur que Galván et son équipe d'experts ont rencontré lorsqu'ils ont traité certains patients hétérosexuels est l'éjaculation précoce.

«C'est le meilleur profil qui puisse nous parvenir», a indiqué le psychologue clinicien. «Parfois, la femme vient seule parce qu'elle a peur de blesser l'orgueil de son partenaire et elle nous dit, en privé, que le couple dure généralement très peu et qu'elle n'a pas le temps d'atteindre l'orgasme. C'est une bonne nouvelle car l'éjaculation précoce est assez grave. La solution est plus simple que s'il y avait d'autres problèmes. Dans ce même cas, il est recommandé à la femme d'évoquer la situation avec son partenaire. Il est important de réfléchir à la manière de le soulever. Ne le faites pas comme s'il s'agissait d'une critique ou d'une plainte, mais plutôt comme s'il s'agissait de quelque chose à améliorer». Et, selon le spécialiste, une nuance sémiotique peut faire la différence pour ne pas générer d'anxiété dans le couple. «Dans le domaine sexuel, les hommes et les femmes sont remplis d'exigences personnelles, d'angoisses et d'insécurités», c'est pourquoi il est essentiel de savoir comment faire les démarches.

MÉDIOCRE ET INEFFICACE.

Selon Galván, ces dernières années, il a constaté une amélioration chez les couples hétérosexuels lorsqu'il s'agit de consacrer du temps à la stimulation avant la pénétration. «Il y a des décennies, il était plus courant que les rôles soient plus asymétriques, que les hommes recherchent rapidement leur plaisir, mais cela a évolué». Le problème n'est pas que plus ou moins de temps soit consacré à cette phase préparatoire, mais plutôt la communication. Entre les couples lesbiens, il y a généralement davantage de dialogue sexuel, mais la situation est différente dans certaines relations hétérosexuelles, disent les experts.

«En consultation, il apparaît souvent que ni les hommes ni les femmes ne masturbent bien leur partenaire car, logiquement, chacun ne comprend pas pleinement les sensations internes qu'éprouve l'autre personne». L'essentiel est que la femme explique à son partenaire (homme ou femme) quoi faire, comment, à quel rythme et dans quelle partie de son corps. «Parfois les femmes nous disent que l'homme ne sait pas stimuler le clitoris ou que parfois elles causent des dégâts et quand on leur demande si elles en ont parlé avec leur partenaire, elles répondent non par peur de blesser leurs sentiments ou parce qu'elles sont gênées». Et dans ce processus de stimulation, l'auto-masturbation peut également être importante pour de nombreuses femmes, non seulement avant les rapports sexuels pour entrer dans la phase d'excitation et d'humidification du vagin (un aspect important pour éviter l'inconfort lors de la pénétration) mais aussi après. «Il y a des femmes qui commencent par stimuler leur partenaire (par pénétration) et aiment atteindre l'orgasme jusqu'au bout en se stimulant elles-mêmes. Toutes les formules sont valables». Le NHS, le National Health Service du Royaume-Uni explique que le manque de désir sexuel peut affecter les femmes à différentes étapes de leur vie. Par exemple, pendant la grossesse, après l'accouchement, dans des situations stressantes et à la ménopause. La dépression, les traumatismes psychologiques, la prise de certains médicaments et les troubles hormonaux peuvent avoir un impact sur la relation sexuelle et donc sur l'expérience de l'orgasme. Le NHS indique que le désir sexuel peut diminuer si les niveaux naturels de testostérone d'une

femme chutent. La testostérone est produite dans les ovaires et les glandes surrénales et si ces organes ne fonctionnent pas bien, la femme subira certaines conséquences, notamment sur sa sexualité. C'est pourquoi il est important de se soumettre à des contrôles médicaux réguliers en cas de problèmes endocrinologiques. Si le problème est lié à une insuffisance d'hormones telles que la testostérone ou les œstrogènes, votre médecin peut vous recommander un traitement hormonal substitutif. Le sexologue commente que, lorsque son centre de soins analyse le profil de certains patients, ils découvrent des traits de personnalité qui ont tendance à être un peu contrôlants, obsessionnels et perfectionnistes. «Quand à une certaine occasion, une personne qui atteint habituellement l'orgasme n'y parvient pas - et présente un profil d'auto-exigence - à partir de là, au vu des relations suivantes, elle commence à s'observer, à vérifier si elle peut atteindre l'orgasme. Et cette attitude rend cela impossible à réaliser parce que vous avez créé une tension centrée sur votre propre performance». Dans ce contexte, la détente et le plaisir sont à nouveau la clé. Dans le domaine gynécologique, il existe des facteurs qui affectent la capacité d'une femme à atteindre l'orgasme. L'un d'eux est le vaginisme, qui est la contraction involontaire des muscles du tiers inférieur du vagin, «rendant les rapports sexuels douloureux, voire impossibles», explique le NHS. «Cela peut se produire si la femme associe les relations sexuelles à la douleur ou à quelque chose de 'mauvais' ou si elle a subi un traumatisme vaginal lors de l'accouchement ou une épisiotomie», explique NHS.

La mode africaine de luxe séduit les podiums

Comment il est devenu un homme - et comment cela a inspiré son sens unique de la mode.

En 2004, il a passé un mois dans la nature avec une troupe de jeunes hommes de sa communauté, dans le cadre d'un rituel de passage à l'âge adulte traditionnellement observé par le groupe ethnique Xhosa d'Afrique du Sud. Comme le veut la tradition, Laduma Ngxokolo et ses compagnons d'initiation étaient censés réintégrer la société avec des vêtements neufs après leur mois d'absence.

«C'était un look de gentleman à l'anglaise. Le look typique était donc une casquette de chasseur ou un chapeau et une veste», explique Laduma Ngxokolo. Mais Ngxokolo a décidé de créer ses propres tenues à partir de rien, des tenues qui reflètent davantage la culture xhosa. Il s'est distingué de ses camarades «amakrwala», comme on appelle les initiés, en arborant dès son enfance «une couleur accentuée autour du mollet, autour du cou, autour de la poitrine... et beaucoup de rayures».

MAXHOSA ADOPTÉ PAR BEYONCÉ.

Ayant personnellement constaté l'absence d'entreprises de vêtements haut de gamme d'inspiration xhosa, Ngxokolo a commencé à développer MaXhosa Africa, une marque de créateurs dominée par les tricots et les motifs xhosa colorés. Depuis, MaXhosa a été adopté par Beyoncé, porté par la musicienne américaine Alicia Keys, a fait l'objet d'un article dans Vogue et présentera une nouvelle collection à la Semaine de la mode de Paris dimanche. Et Ngxokolo n'est pas le seul : ces dernières années, plusieurs créateurs de luxe africains ont



Les semaines de la mode, de Lagos à Johannesburg, montrent qu'il existe une classe moyenne croissante sur le continent, prête à dépenser pour des marques haut de gamme. DR.

fait irruption sur la scène mondiale de la mode.

Depuis 2019, trois Sud-Africains - Thebe Magugu, Lukhanyo Mdingi et Sindiso Khumalo - ont remporté le prestigieux prix LVMH récompensant les talents émergents. L'année suivante, le film *Black Is King* de Beyoncé, centré sur l'Afrique, a présenté les grandes marques du continent à un public occidental. En 2022, une couverture réalisée au Ghana avec l'actrice Michaela Coel est devenue virale. L'Afrique «a toutes les cartes en main pour devenir l'un des prochains leaders mondiaux de la mode», selon un rapport de 2023 de l'Unesco, l'organe culturel des Nations unies. Le mois qui vient de s'écouler confirme en partie les prévisions de l'Unesco. Outre le MaXhosa, des marques du Ghana, du Nigeria et du Cameroun ont lancé de nouvelles collections lors des «quatre grandes» semaines de la mode : Paris,

Milan, Londres et New York. Après son défilé à Paris, le danseur de ballet devenu créateur Imane Ayissi a déclaré qu'il y avait eu une «augmentation notable» des défilés africains lors des semaines de la mode en Europe. «Il y a six ans, il n'y avait aucun créateur africain dans les semaines de la mode occidentales officielles», explique-t-il. M. Ayissi, fils d'un champion de boxe camerounais et d'une reine de beauté, a fait défiler ses mannequins à Paris dans des couches de taffetas et de satin, dans lesquelles il a incorporé du kente (un textile ghanéen tissé à la main) ainsi que des tissus traditionnels du Burkina Faso. «La principale source d'inspiration est la façon dont les femmes, dans de nombreux pays africains, principalement en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, utilisent de simples pièces de tissu et les drapent autour de leurs hanches pour créer une sorte de jupe,

parfois à plusieurs niveaux», explique la créatrice. Mais pourquoi les styles africains et les textiles de ce type ont-ils connu un tel regain de popularité récemment ? Il y a plusieurs raisons, dont la pandémie de coronavirus de 2020, explique Frederica Brooksworth, directrice générale du Council for International African Fashion Education, CIAFE. «Pour une fois, comme tout se passait en ligne et que peu de gens étaient en mesure de participer à des semaines de la mode, l'Afrique a eu l'occasion de faire entendre sa voix», explique-t-elle. Elle souligne également l'essor vertigineux du genre Afrobeats, la multiplication des défilés de mode en Afrique, comme la semaine de la mode de Lagos, et l'impact des créateurs de la diaspora. Née au Royaume-Uni de parents nigériens, la créatrice Tolu Coker faisait partie de la poignée de diasporas qui ont présenté leur patrimoine lors de la

Semaine de la mode de Londres le mois dernier. Sa dernière collection rend hommage à la ténacité des marchands ambulants d'Afrique de l'Ouest, qui vendent des marchandises dans des kiosques ou bravent la circulation pour atteindre les automobilistes qui passent. «Ma mère vendait à la sauvette lorsqu'elle était plus jeune... c'est une partie importante de son histoire», explique Mme Coker, qui compte parmi ses admirateurs Rihanna et la star de l'afrobeats Tiwa Savage. Les mannequins de Mme Coker ont défilé sur le podium de Mayfair en arborant des coupes très pointues, des sacs en raphia et, dans un cas, une valise chic multicolore - «un clin d'œil à la femme d'affaires». Tout en défendant la culture nigérienne, Mme Coker fait remarquer que les stylistes de la diaspora comme elle sont «privilegiés» et bénéficient d'opportunités auxquelles leurs homologues du

continent n'ont souvent pas accès.

LES DÉFIS AUXQUELS ILS FONT FACE.

Selon l'Unesco, l'insuffisance des infrastructures, le manque d'éducation formelle et d'investissements sont autant de défis auxquels sont confrontés les stylistes travaillant en Afrique. M. Ngxokolo en témoigne : il déclare que «la mode africaine de luxe est un espace très solitaire». «Au début, je ne me sentais pas soutenu. Je me suis adressé aux banques, aux agences gouvernementales de financement», la plupart des programmes de financement sont destinés aux personnes qui travaillent dans l'industrie minière, l'agroalimentaire ou l'agriculture. Bobby Kolade, fondateur de la marque ougandaise Buzigahill, qui a présenté ses collections à la Semaine de la mode de Berlin, a les mêmes griefs. «Je ne pense pas que nos gouvernements et nos dirigeants

voient la valeur des petites entreprises. Si nous créons 3.000 emplois d'un coup, ils seraient de notre côté», déclare Kolade, dont la fusion de la mode et de l'activisme a suscité l'intérêt des médias internationaux. L'Afrique dispose d'un marché en expansion pour les vêtements de luxe, car sa classe moyenne est en pleine croissance, même si ses marques de créateurs ne sont actuellement accessibles qu'à un «petit pourcentage de personnes fortunées», selon l'Unesco. Certains gouvernements africains prennent des mesures pour soutenir leurs créateurs. Ainsi, le gouvernement kenyan a contribué au lancement du Kenyan Fashion Council, tandis qu'une initiative de la Banque centrale du Nigeria finance certains créateurs dans ce pays. Kolade souligne qu'il y a aussi d'autres avantages. Pour lui, la capitale ougandaise, Kampala, est une source d'inspiration. La dernière collection de Buzigahill s'inspire des agents de sécurité, des chirurgiens arboricoles et des agriculteurs de la ville qui, selon Kolade, «ne savent pas à quel point ils ont de l'allure». Ses propos reflètent une éthique commune aux créateurs africains, celle de placer leur culture au centre de leur travail, tout en attirant l'attention de l'industrie mondiale de la mode dirigée par l'Occident. Deux décennies après ses débuts dans la mode amakrwala, M. Ngxokolo met la dernière main à son défilé de la semaine de la mode à Paris et se prépare également à ouvrir sa première boutique à New York. Mais il insiste sur le fait que l'Afrique du Sud a toujours été sa «priorité». «La loyauté et l'amour que vous porte votre peuple sont formidables», déclare-t-il. «C'est une forme de grande durabilité pour l'entreprise».

L'incroyable grand bazar français

La joué et il a perdu. Le président français Emmanuel Macron avait fait un pari risqué en voulant exploiter les divisions de la gauche, en voulant ériger un nouveau barrage en vue de contrer l'extrême droite de Marine Le Pen. Il avait déclenché de nouvelles élections sans en informer au préalable nombre de ses ministres, à commencer par le premier d'entre eux, Gabriel Attal et autres partenaires.

Une semaine après le second tour des législatives en France, la situation politique reste floue. C'est le grand bazar. À gauche, au NFP, le Nouveau Front Populaire, les négociations pour proposer un nom de Premier ministre patinent. Du côté du camp présidentiel, la Renaissance, Emmanuel Macron a recadré ses troupes dans une réunion tendue. Vendredi, il a convoqué les cadres du camp présidentiel à l'Élysée. Une réunion qui s'est tenue



La Réunionnaise Huguette Bello, prochaine Première ministre en France? DR.

dans une « ambiance pesante », en présence notamment du premier ministre Gabriel Attal élu président du groupe parlementaire.

HUGUETTE BELLO ?

« L'image que nous avons donnée ces derniers jours est désastreuse », a regretté le chef de l'État français. Fumée blanche à gauche ? Vendredi,

le nom d'Huguette Bello, 73 ans, présidente du conseil régional de La Réunion depuis 2021, longtemps députée communiste pendant 23 ans et proche de La France insoumise, a été évoquée à plusieurs reprises comme l'une des candidates potentielles à entrer à Matignon, la primature française, pour le Nouveau Front populaire. Proposée par le chef

du parti communiste français, Fabien Roussel, l'élue locale a été approuvée par Jean-Luc Mélenchon, qui s'est retiré de la course, tellement que personne parmi ses partenaires, ne voulait de lui. Mélenchon la voit comme une « solution ». Elle « coche de nombreuses cases », selon l'Insoumis. Pour le patron du PCF, elle a « l'étoffe » pour devenir Pre-

mière ministre, car « elle sait ce que c'est que le Parlement et construire des majorités. Elle est respectée, elle a de l'autorité ». Le leader de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon a aussi loué une « femme racisée et féministe antiraciste ». « Elle est à la tête d'une collectivité territoriale dans laquelle elle gouverne une majorité assez proche du Nouveau

Front populaire », a également relevé le coordinateur de LFI, Manuel Bompard. La Réunionnaise est aussi appréciée de la macronie : Gabriel Attal, alors ministre de l'Éducation nationale l'avait qualifiée en 2023 de « grande républicaine », et Aurore Bergé, en avril dernier, saluait une « combattante de la dignité humaine et des droits des femmes ». Mais avec les socialistes, les discussions restent tendues. Le nom d'Huguette Bello est une hypothèse refusée par les représentants du PS. Le centre, la droite et l'extrême droite ont multiplié ces derniers jours les promesses de motion de censure à l'égard d'un potentiel gouvernement de gauche. Concrètement, le dépôt d'une motion de censure pour faire tomber le gouvernement nécessite la signature de seulement un dixième des membres de l'Assemblée nationale (58 députés). Mais son adoption demande un soutien beaucoup plus massif : la majorité absolue de l'Assemblée nationale, soit 289 sièges

ou plus. Hypothèse désormais possible dans la composition d'une Assemblée nationale fragmentée dans un pays peu habitué à l'épreuve de la culture du compromis. Entre-temps, le siège du Parti socialiste à Paris, a été attaqué samedi 13 juillet. Des affiches demandant « Huguette Bello à Matignon, c'est maintenant », ou encore « déconne pas Olivier » ont été collées sur le siège du Parti socialiste. Des collages qui ne conviennent pas à certains membres du PS. Alors que la formation tenait un conseil national pour s'accorder sur le nom du futur chef du gouvernement qui sera proposé, selon les informations de francinfo, Luc Broussy, l'ancien président du conseil national du parti, a publié sur X des photos du siège du PS avec des pancartes pro-Huguette Bello, y voyant des « méthodes de voyous et les actes d'intimidation ». « Les manifestations devant le siège du PS sont inutiles et contre-productives », a pour sa part réagi Fabien Roussel sur X.

Au lendemain du tapis rouge à la Maison Blanche, William Ruto fait face à une contestation populaire

A lors qu'il s'attendait à être accueilli en grande pompe dans son pays à son retour après ses trois jours de visite d'État à Washington, la première qu'effectuait à la Maison Blanche un président africain, depuis 2008, année qui avait marqué la visite du Ghanéen John Kufuor, c'est le chaos que William Ruto a rencontré au Kenya.

Au point où le président kenyan a décidé de frapper fort. Il a démis tout son gouvernement ainsi que le procureur général. Une annonce choc faite lors d'une allo-



Il accepte de reculer sans cesse face à la demande populaire. DR.

cution télévisée jeudi 11 juillet.

« UN SYSTÈME CORROMPU ».

Seuls le premier secrétaire de cabinet et le secrétaire de cabinet (ministre) pour les affaires étran-

gères et les affaires de la diaspora ont été épargnés, de même que le vice-président. Une décision intervenue après trois semaines de manifestations violentes contre l'adoption d'un projet de loi de

finances augmentant les impôts. Ces protestations, qui ont fait 40 morts et 250 personnes arrêtées par les autorités, ont évolué en appels à la démission de William Ruto qui a promis de former un

nouveau gouvernement plus efficace après avoir consulté divers acteurs. Dans son adresse diffusée en direct à la télévision, il a dit avoir « écouté ce que le peuple du Kenya a dit ». Après plusieurs prises de paroles, il a donc augmenté sa réponse d'un cran. Il a promis des changements radicaux via un « gouvernement à base élargie » dans le but de « répondre au fardeau de la dette, augmenter les opportunités d'emploi et lutter contre la corruption (...) ». Les événements récents - qui ont nécessité le retrait du projet de loi de finances et qui nécessiteront une révision et une réorganisation de notre budget - nous

ont amené à un point de bascule. Après réflexion, après avoir écouté ce que le peuple du Kenya a dit, après une évaluation globale de la performance de mon cabinet et ses réalisations et ses défis, j'ai aujourd'hui décidé de limoger avec effet immédiat tous les membres du gouvernement. Je vais immédiatement engager de vastes consultations à travers différents secteurs et formations politiques, dans le but de définir un gouvernement à base élargie qui m'aidera à accélérer la mise en place de mesures - nécessaires et urgentes - pour répondre au fardeau de la dette, augmenter les opportunités

d'emploi et lutter contre le dragon de la corruption ». Cette annonce va-t-elle permettre d'apaiser la colère populaire ? Car malgré le retrait du projet de budget controversé qui prévoyait des augmentations de taxes, et qui avait déclenché la contestation, les manifestations ont continué. Elles ont débordé sur des violences et des pillages dans la capitale et ailleurs dans le pays, entraînant une répression policière qui a été dénoncée. Le projet de budget avait catalysé un mécontentement latent visant le président vu par la jeunesse comme le représentant d'un système politique vicié et corrompu.

Tournoi décisif dans la campagne

Attentat contre Donald Trump: des images pour l'histoire, peut-être décisives pour la campagne électorale américaine en cours.

Les images de cette fusillade perpétrée samedi 13 juillet à Butler, en Pennsylvanie, font la Une aux États-Unis, comme partout dans le monde. Des images qui marqueront l'histoire et sans aucun doute la campagne américaine pour la Maison Blanche alors que doit se tenir la convention républicaine qui s'ouvre ce lundi 15 juillet, à Milwaukee, dans l'Etat du Wisconsin, sur la rive ouest du lac Michigan. Un événement dramatique, mais qui renforce encore plus la popularité auprès de sa base de l'ancien président américain qui se présente une nouvelle fois à la Maison Blanche.

LE POING LEVÉ ADRESSE À SES PARTISANS.

Il se couvre l'oreille, aux premiers coups de feu ; couché au sol, protégé par les membres des services secrets, un filet de sang qui coule sur son visage ; debout, le bras en l'air, ses gardes du corps autour de lui, l'oreille droite en sang ; Donald Trump escorté hors de scène, poing levé adressé à ses partisans. Une tentative d'assassinat. Deux longues minutes résumées en quelques clichés capturés par les photographes de presse et qui tournent en boucle dans les médias et sur les réseaux sociaux. Des images à jamais inscrites dans l'histoire des États-Unis et qui vont marquer cette campagne présidentielle. Selon l'analyste Ian Bremmer, spécialiste de la Maison Blanche, cette tentative d'assassinat change complètement la donne dans cette campagne. « Cette image de Trump debout, le visage ensanglanté, blessé, le poing levé avec les services secrets autour de lui, alors qu'il appelle ses partisans au combat, c'est une image qui est déjà iconique. Je pense que



Donald Trump, poing levé, oreille blessée, drapeau américain flottant derrière, images déjà iconiques, symbole d'un esprit combatif du champion républicain. DR.

c'est une image qui va devenir très, très importante pour le reste de cette campagne. Elle renforce la probabilité de la victoire de Trump face au président Biden dont la grande vulnérabilité, c'est l'âge et le fait qu'il n'est pas perçu comme physiquement robuste comme nous l'avons vu lors du débat dont tout le monde parle depuis deux semaines. Or, cette image de Trump, c'est le contraire d'une réponse fragile et je pense que c'est un facteur de ralliement pour son camp et ce pour longtemps ». Pour les partisans de Donald Trump, sa photo poing levé, oreille blessée, drapeau américain flottant derrière est déjà iconique, symbole à leurs yeux de l'esprit combatif de leur champion. Dans un mail adressé à ses supporters, la nuit, peu après cette tragédie, l'ancien président américain, candidat à la Maison Blanche, écrit cette phrase : « Je ne baisserai jamais les bras ». Il annonce déjà sa venue ce lundi 15 juillet à Milwaukee, pour la Convention républicaine. Huit ans qu'il n'y avait pas eu de Convention républicaine physique, celle de 2020 ayant été organisée, en raison du Covid, à distance, depuis la

Maison-Blanche. Le revoilà, à partir de ce lundi 15 juillet, Trump dans son exercice préféré, dans une ambiance encore inespérée alors que le destin venait de le sauver : un meeting encore plus géant, jusqu'au 18 juillet, devant plusieurs milliers de délégués républicains venus le désigner officiellement comme candidat à la Maison-Blanche. Un formidable exercice de communication où les ténors du parti (mais aussi ses futures stars), candidats comme gouverneurs, députés ou sénateurs, se relaient sur scène pour dire tout le bien qu'ils pensent de l'Amérique et de Trump... Car, contrairement aux démocrates (qui tiennent la leur le mois prochain à Chicago), il ne devrait y avoir ni mélodrame ni coup de théâtre. Les Républicains auront quatre jours, retransmis en continu sur toutes les chaînes d'info, pour montrer leur unité, notamment sur le contenu de la plateforme 2024, leur programme qui a fuité avant même le début de la Convention. Intitulée « Aux hommes et femmes oubliés d'Amérique », cette plateforme de 16 pages signe l'opération de recentrage de Donald Trump sur certains thèmes

qui lui avaient coûté des voix en 2020, tout en décevant les plus conservateurs. Le mariage entre gens du même sexe n'est plus remis en cause et l'IVG n'y est mentionnée qu'une seule fois : « Nous nous opposerons aux avortements pratiqués en fin de grossesse », dit le document. Pour le reste, c'est du Trump pur jus... Il est ainsi question d'arrêter « l'invasion migratoire » ou de « mettre fin à l'inflation ». Autre temps fort à venir, la nomination du vice-président. S'agira-t-il d'une femme (Nikki Haley, de retour en grâce), d'un Latino (Marco Rubio) ou d'un Noir (Tim Scott) ? Le nom est en général révélé un peu avant la Convention, mais Trump devrait l'annoncer au cours de ce rassemblement. Une opération de recentrage sur des thèmes comme l'avortement. Coût de ce raout géant qui se tient cette année au Fiserv Forum de Milwaukee, dans le Wisconsin (un État clé) : plus de 80 millions de \$US, généreusement offerts par des compagnies pétrolières, une compagnie de cryptomonnaie et encore la Heritage Foundation, un think tank ultraconservateur qui s'est fendu d'un autre programme,

bien plus dense (il fait 900 pages) et baptisé « Project 2025 », sorte de memorandum pour organiser la transition une fois Trump au pouvoir. Quant à Joe Biden sera-t-il encore dans la course de la Maison Blanche au lendemain de la Convention démocrate annoncée le mois prochain ? La tentative d'assassinat à laquelle vient d'échapper miraculeusement Donald Trump ne creuse-t-elle pas le trou avec le démocrate lâché dans son propre camp après le débat calamiteux qui a opposé le candidat de 81 ans à Trump et après la multiplication de gaffes ?

avec AGENCES ■

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger propriété de FINANCE PRESS GROUP en abrégé FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be

Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
Radio Télé Action
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse belges. Accords spéciaux. Belgique. Trends, Tendances. Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2024 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation
de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13
janvier 2008.

I C P
InterCongoPrinters